

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La farce continue au Comité de non-intervention de Londres.

A cette non-intervention opposons l'intervention ouvrière.

Plus que jamais :
Prolétaires à l'action !

Contre l'Espagne ouvrière... ...la trahison partout !

Par l'exercice de notre force...

La semaine dernière, notre imprimerie nous a fait savoir qu'une augmentation nouvelle de 20 % porterait à 40 % l'élévation totale du prix depuis six mois — depuis juin.

Ce chiffre de 40 % ne semble d'ailleurs pas être un cas isolé. D'une rapide enquête à laquelle nous nous sommes livrés, il ressort d'une manière aveuglante que c'est un mot d'ordre général qui part actuellement des hautes sphères dirigeantes du capitalisme. Non seulement le Capital ne veut rien céder de ses profits, mais il entend sinon encore les accroître à l'occasion des événements sociaux que nous avons traversés ces mois derniers, tout au moins que la marge bénéficiaire des entreprises demeure intacte. De sorte que les augmentations de salaires et la diminution des heures de travail se répartissent uniquement sur le standard de vie des travailleurs, qui se voit ainsi abaissé au lieu d'être haussé.

La Tribune des fonctionnaires, journal gouvernemental s'il en fut, nous annonce que l'indice pondéré des prix de détail était en janvier — c'est-à-dire avant la dernière hausse — de 567 au lieu de 494 en septembre, et de 454 il y a un an. Ainsi, avec ce dernier chiffre, nous nous apercevons que le prix de la vie avait augmenté en janvier de 25 % en un an. Que sera-ce désormais avec cette progression en flèche résultant de l'application des quarante heures ?

Les salariés sont donc contraints de poursuivre une lutte inégale avec un handicap constant.

C'est cependant le moment que choisissent les représentants patentés de la classe ouvrière pour prêcher à celle-ci le calme, sinon le renoncement.

Blum se déplace tout exprès sur les chantiers de l'Exposition — si bien torpillée d'ailleurs par les grandes firmes capitalistes — pour adjuer les ouvriers de ne pas exagérer leurs « prétentions ». Ensuite de quoi les ouvriers du bâtiment se sont vu octroyer généreusement 40 francs par semaine d'augmentation !

Quant aux métaux, eux, leurs « prétentions » ont été réduites de moitié, et les 15 %, grâce à une manœuvre savante des dirigeants politico-syndicalistes, sont devenus 8,50 %.

La tactique de freinage de la combativité ouvrière, dont les communistes se font les champions depuis le mois de juin, porte ses fruits. La classe ouvrière qui attendait monts et merveilles du Front populaire, voit au contraire son sort s'aggraver.

Cependant que l'économie capitaliste demeure intacte dans sa structure, les avantages conquis par l'action directe se voient de jour en jour diminués.

L'arbitrage obligatoire, ce lacet passé au cou du droit de grève, étrangle les revendications ouvrières.

Il est évident que cette désastreuse situation ne pourra aller qu'en s'aggravant si une poussée nouvelle des ouvriers ne vient faire échec au plan d'offensive générale établi par le patronat.

Les revendications ne peuvent plus seulement porter sur des augmentations de salaire qui s'avèrent de plus en plus illusoirs.

Ce que la classe ouvrière doit désormais revendiquer parallèlement, c'est le droit de mettre son nez dans les livres de comptes du patronat, c'est le droit d'exercer son contrôle. Il y a maintenant des organisations syndicales assez puissantes pour que cette revendication n'apparaisse plus comme extravagante.

C'est ainsi seulement qu'elle pourra sauvegarder ses conditions de vie et les améliorer.

C'est un droit qui, comme les autres, ne s'acquerra que par l'exercice de sa force, de notre force...

lib

En 3^e page :

La question agraire
par Hem Day
Les informations d'Espagne

En 5^e page :

Les taudis parisiens
par Maurice Delaube
Répéter pour qu'on entende

Les Idées et les Faits
par Luc Daurat

En 7^e page :

Un point d'histoire ouvrière pendant la guerre

Nous voulions une manifestation de rue puissante pour contraindre le Gouvernement à rompre le blocus et pour permettre à la classe ouvrière d'aider efficacement la révolution espagnole.

Nous avions écrit aux organisations se réclamant du Front Populaire, dans l'espoir qu'elles comprendraient notre souci, qu'elles admettraient notre point de vue et qu'une démonstration des masses populaires, aux conséquences heureuses pour l'Espagne antifasciste, se déroulerait dans Paris.

Nous pensions que l'Union des Syndicats de la Seine et la Fédération

parisienne du Parti communiste répondraient au moins favorablement à notre proposition.

Hélas !

Voici la réponse qu'elles nous ont fait parvenir par l'entremise du secrétariat administratif du Comité national du Rassemblement populaire :

Le Comité national, dans sa réunion du 4 février, a examiné votre proposition de manifestation de rue organisée par le Rassemblement populaire en accord avec le Comité pour l'Espagne libre ;

A l'unanimité, le Comité national a été d'avis de ne pas envisager pour l'instant une semblable manifestation.

Voilà une unanimité dont certains partis n'ont pas lieu d'être très fiers.

Ce n'est pas encore le moment, paraît-il, d'envisager une manifestation grandiose pour l'Espagne. Ah ! si M. Blum était une seconde fois égratigné ou si M. Dormoy imitait jusqu'au bout son prédécesseur, l'on verrait ce que l'on verrait et la population parisienne serait aussitôt appelée à déferler dans les rues de Paris ; mais, pour la Révolution espagnole, fi donc !

Nous avons la nausée d'une semblable attitude.

Le Comité pour l'Espagne libre.

TRAVAILLEURS, A L'ACTION? - OUI !

La preuve est faite — si flagrante, que nul ne peut raisonnablement la contester — que la guerre qui, depuis près de sept mois, déchire l'Espagne n'est pas une guerre civile comme les autres.

Les causes qui l'ont déterminée, les conditions dans lesquelles elle a éclaté, le caractère qu'elle a revêtu presque immédiatement, l'impresionnement avec lequel l'Italie mussolinienne et l'Allemagne de Hitler ont prêté leur appui à l'agresseur, enfin le but que, visiblement, Franco et ses complices poursuivent sont autant de circonstances de nature à établir jusqu'à l'évidence, que cette guerre n'est pas une de ces guerres civiles dont l'histoire enregistre tant d'exemples « classiques », mais une guerre « de classe » une guerre « sociale ».

Tout observateur, sérieux et impartial, de pénétration simplement moyenne, est actuellement convaincu que la partie qui se joue de l'autre côté des Pyrénées déborde démesurément la Péninsule Ibérique, et que l'enjeu de cette lutte, de part et d'autre implacable, ce n'est pas seulement le sort immédiat du Peuple Espagnol, mais encore, mais surtout, le destin dans un très proche avenir, du Proletariat international.

Il semble bien que, dès le début, nos chers amis de la C.N.T. et de la F.A.I. s'en sont rendu compte.

(1) Voir dans le précédent numéro du Libertaire, l'article : « Blum à l'action ? Non ! »

Des entretiens que j'ai eus en Catalogne, avec un certain nombre de militants et non des moindres, j'ai eu l'impression très nette que ces militants ont tout de suite

POUR NOS ENFANTS ADOPTIFS

A l'aide pour les pauvres petits !
Incessamment, 50 enfants, évacués de Madrid, et dont le père et la mère sont disparus dans la tourmente, seront installés par nos soins, et grâce à l'initiative de Pierre Odéon et de Bonomini, dans un château près de Gêrone.

Nous en prenons toute la charge. Nous ferons tous les frais que nécessitera l'existence de ces pauvres petits. Et pour y parvenir nous comptons sur vous, amis lecteurs.

Il nous faut de l'argent. Mais il nous faut surtout du linge, des vêtements, des denrées : lait condensé, chocolat, cacao, sucre, farine, pâtes, etc.

Apportez-nous tout cela très vite. Et que l'effort qui va être fait pour vos gosses adoptifs, camarades, ne porte pas tout au Centre de ravitaillement des miliciens.

LE COMITE
POUR L'ESPAGNE LIBRE.

pris conscience de la mission historique que les circonstances leur conféraient ; et c'est pourquoi, farouches, intrépides, ils se sont jetés dans la bataille bravant la mort et ne reculant devant aucune responsabilité.

Peut-on penser que ces vaillants aient donné et donné leur vie pour la défense de la République bourgeoise en Espagne ? Peut-on croire un instant que, s'ils ont versé et continuent à verser leur sang avec un héroïsme qui n'a jamais été surpassé, c'est pour conserver le Pouvoir à Azana et à Largo Caballero ?

Quelle sinistre et ridicule plaisanterie ! Ce serait faire injure à leur raison et à leur cœur — et ils sont aussi riches en celui-ci qu'en celle-là — que d'attribuer l'héroïsme et l'esprit de sacrifice de nos camarades à une cause qui, sans les laisser totalement indifférents, est bien loin de les passionner.

Sans aucun doute, les Syndicalistes Révolutionnaires de la C. N. T. et les anarchistes de la F. A. I. sont irrévocablement résolus à tout, à tout faire pour abattre l'aspirant dictateur qui incarne l'écrasante domination militaire et cléricaliste en Espagne, qui est le défenseur du capitalisme mondial et le serviteur de la pire réaction cosmopolite.

C'est là l'aspect défensif et qu'on peut appeler négatif de la résistance antifasciste en Espagne.

SEBASTIEN FAURE.
(Voir la suite en 7^e page.)

ESPAGNE! ESPAGNE!

Le Fascisme s'est abattu
Sur la Péninsule Ibérique.
Sans armes, à peine vêtus,
Le peuple lui donna, vertement, la réplique.
Voici Madrid et ses trésors,
Voici Grenade la Jolie,
Barcelone la vieille amie ;
Voici Burgos, sa flèche d'or,
Valence, Tolède, Murcie.

Partout, partout la même volonté,
Le même but : Sauver la liberté !

La lutte sera longue, impitoyable et dure.
Pour faire œuvre vraiment de Civilisation.
Il faut, des Pays Basques à l'Estramadure,
Que le dernier mot reste à la Révolution !

C'est Ascaso, c'est Durruti,
C'est Cottin, c'est d'autres qui tombent.
Et le vieux monde s'engloutit.
Mais un monde nouveau naît autour de ces tombes.
Ainsi s'en vont par le Grand Soir,
Au seuil d'une nouvelle vie,
Ces Incroyants, ces sans-patrie,
Ces pleins d'amour, ces pleins d'espoir
Aux cœurs gonflés de poésie,
Ces grands héros, ces vaillants précurseurs,
Ces artisans de l'idéal bonheur.

Demain les chantera, fera briller leur gloire,
Car demain sera fait de leurs aspirations,
Et leurs efforts seront consignés dans l'histoire :
Que le dernier mot reste à la Révolution !

Sans appel, notre jugement
Frappe la horde autoritaire.
L'heure n'est pas au sentiment,
Frères, vos assassins cessent d'être vos frères,
Sériez-vous du même clocher,
Sériez-vous du même village,
De quelque proche parentage,
Ensemble auriez-vous bamboché,
Exploré les mêmes corsages,
Tout disparaît ! Dans un siècle d'horreurs
Au sentiment on doit fermer son cœur.
Chez nous, quatre-vingt-neuf a fait un nettoyage,
Frères, faites le vôtre, épurez la nation,
Nul fasciste ne doit échapper au carnage,
Que le dernier mot reste à la Révolution.

Espagne ! Espagne !
Terre de douleurs,
Le sang de tes penseurs
Teint tes hautes montagnes.
Ce sang vengeur,
Comme un levain sauveur
Tire de leur torpeur
Tes villes, tes campagnes.
Espagne ! Espagne !
Pour la lutte du droit,
Tombent dans maints endroits
Tes sublimes compagnes.

Vaincre ou mourir, mais mourir en beauté,
Que nos efforts et les tiens se confondent,
En défendant ta propre liberté,
Nous défendons aussi la paix du monde.

Charles d'AVRAY.

Chaque semaine apporte son contingent d'événements et d'inquiétudes. Nous avons, la semaine dernière, indiqué quelles sont les revendications allemandes concernant les colonies et signalé l'attitude des gouvernements intéressés. Mais ce serait une erreur de croire que le Reich borne là ses objectifs et n'envisage point d'autres moyens de briser le cercle de fer où le traité de Versailles prétend le contenir. La presse vient de nous renseigner sur les négociations que le gouvernement allemand mène avec la Pologne : Berlin et Varsovie seraient sur le point de conclure un accord au sujet de Dantzig. Passant par-dessus la Société des Nations à laquelle incombe le soin de veiller sur le sort de la Ville Libre, le Führer aurait obtenu du gouvernement polonais la reconnaissance de la souveraineté de l'Allemagne sur Dantzig en échange de quoi l'existence du Couloir Polonais serait admise par Berlin. On ajoute, par ailleurs, que le Reich, au cas où l'Angleterre et la France ne se prêteraient pas à ses revendications coloniales, proposerait comme une manière de compensation, cette réalisation de l'Anschluss qui demeure au fond de la politique germanique depuis Bismarck. Comme pour dénoncer ce projet, on annonce que la pression de l'Allemagne sur l'Autriche s'accroît de telle façon qu'il ne reste plus au Front Patriotique du chancelier Schuschnigg d'autre recours, s'il veut éviter la capitulation, de se jeter dans les bras des Monarchistes qui veulent restaurer Otto de Habsbourg.

Ces développements normaux de l'impérialisme allemand constituent évidemment de très graves dangers de guerre. Ce dynamisme — pour reprendre une expression à la mode — de Berlin risque de jeter bas l'édifice fragile dressé par les traités qui terminèrent la guerre. Nier ces faits serait pure folie. On ne niera pas davantage que l'Allemagne ne se contente pas d'envisager des remaniements « pacifistes » et qu'elle travaille à la guerre, qu'elle y travaille fiévreusement. Des faits troublants ont été révélés à la suite des conversations Goring-Mussolini et qui tendraient à faire croire qu'en échange de la reconnaissance d'intérêts spéciaux de l'Italie en Méditerranée, l'Allemagne se verrait octroyer le droit d'annexer une partie de la Tchécoslovaquie, la plus riche et la plus capable, par la forte proportion d'Allemands qu'elle nourrit, d'être rapidement assimilée. Si l'on ajoute que l'on a de bonnes raisons pour croire que l'invasion de la Tchécoslovaquie figure dans les plans de l'Etat-Major allemand et que la concentration des troupes sur la frontière rend cette opération vraisemblable, on aura résumé les plus immédiates possibilités de guerre en Europe et de la part de l'Allemagne.

Il n'est donc pas dans nos intentions de contester ces graves dangers qui planent sur la paix. Pourtant, cette constatation ne saurait nous conduire à rendre l'impérialisme allemand particulièrement responsable de l'état actuel de tension de l'Europe. Dans le développement des appétits — ceux-ci comblés, ceux-là insatisfaits — l'impérialisme allemand tient sa place, voilà tout. Dès lors, il importe peu que cet impérialisme soit ou non affecté du signe de la croix gammée. Ce ne serait point comme porteur d'un ordre nouveau que Hitler se déciderait à intervenir en Europe, c'est comme successeur de Bismarck, de Bethman-Hollweg et du docteur Stresemann. A travers la diversité des personnages, il faut apercevoir la continuité d'une politique qui ne peut être différente de ce qu'elle est. Le seul espoir de paix consisterait donc, sur le plan normal de l'impérialisme, à contraindre l'Allemagne à demeurer en paix. C'est à quoi s'obstinent les gouvernements français depuis Versailles jusques et y compris notre actuel gouvernement de Front Populaire. Mais, si l'on peut, à la rigueur, penser qu'à force de sacrifices, la Fran-

ce pourra aligner des forces militaires au moins équivalentes à celles de l'Allemagne ou, pour reprendre la formule stalinienne, porter ses armements au niveau de sa sécurité, on doit reconnaître que cette course ne saurait se prolonger très longtemps puisque l'Allemagne dispose de ressources en hommes considérablement supérieures à celles de la France et que son potentiel industriel bénéficie d'une importante marge bénéficiaire. On n'empêchera pas non plus l'Allemagne de se chercher des alliés mécontents comme elle et comme elle décidés à tenter l'impossible pour que « ça change ».

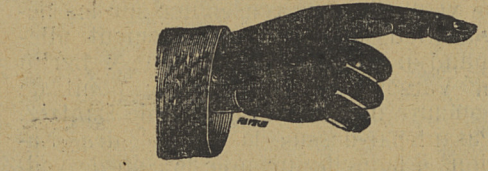
D'où il résulte qu'il n'est point de paix possible sur le plan capitaliste. C'est une vérité que nous n'avons pas la prétention d'avoir découverte.

LASHORTES.

Que les parents commencent !

Chaque fois que, dans notre belle société un individu assassine son père ou sa mère, la grande presse, qui défend si dignement la morale traditionnelle, jette les hauts cris et publie l'« étonnant » nouveau avec des titres horrifiques. Et les chroniqueurs de voter à l'indignation publique cet être déshonoré qui expédie dans l'autre monde les vénérables auteurs de ses jours, cependant que la justice réserve à ce coupable le châtiment suprême avec, pour corser la mise en scène, l'exécution sous l'infamante voile noir des parquies.

Il n'entre pas dans nos desseins de faire ici l'apologie des fils qui, pour telle ou telle raison décident d'occire leurs ascendants encore que, du point de vue de la justice pure, le cas ne nous semble point indéfendable. Car si, en tant qu'anarchiste nous condamnons tout individu qui ôte la vie,



en ce sens que ce faisant il commet un acte d'autorité monstrueux, on ne peut nier que, tant qu'on ne pourra prouver d'une manière absolue que l'existence est un bienfait, le parricide aura tout loisir d'aller qu'il fut une première victime, sa naissance provenant elle-même d'un acte d'autorité commis à son détriment par ses père et mère qui négligèrent, avant que de le jeter sur terre pour leur plaisir personnel, de lui demander son assentiment.

D'où l'on peut déduire que, à l'encontre de ce que prétend la morale officielle, c'est l'enfant qui a des droits sur ses parents et que tout ce qu'on peut contester, c'est que ces droits aillent jusqu'à permettre la suppression pure et simple du fauteur de création.

Mais ce raisonnement est d'une logique beaucoup trop subtile pour être admis par le commun des mortels, la plupart se refusant encore à reconnaître que, dans les temps actuels, concevoir est un crime qui donne droit à celui qui en fut victime à des réparations de la part de ceux qui l'ont commis.

Plus simplement, nous étudierons ce cas, non dans le plan philosophique, mais dans celui de la société bourgeoise et nous opposerons, non en fait, mais en nombre, les assassinats des parents et ceux des enfants.

Il est relativement peu fréquent qu'un fils tue son père ou sa mère et cet événement constitue pour les journaux, de par sa rareté, un fait divers sensationnel.

Par contre, combien sont plus banales les informations suivantes que nous voyons d'ailleurs reléguées en quatrième page et en tout petits caractères :

« Un père indigne martyrisait ses enfants. »

« Une mère dénaturée abandonne son bébé. »

« Les parents refusant de les laisser se marier, deux jeunes gens de vingt ans se donnent la mort. »

« Exclu du collège et n'osant rentrer chez lui, un garçonnet se tue », etc. etc.

Sans parler de ceux qu'à cause de leur « forte tête » on incarcère dans les maisons dites de redressement. Et sans compter ceux qu'on jette dans la vie avec désinvolture, sachant d'avance qu'ils sont promis à la misère et à la guerre.

Dans l'espace de trois jours, deux de ces forfaits paternels nous ont été révélés : à la suite d'une réprimande, une gamine de treize ans s'est noyée dans la Saône et une fille-mère, n'osant rentrer chez son père avec son bébé, abandonne celui-ci à la gare de l'Est.

Ne sont-ils pas criminels, ces parents stupides et autoritaires ? Et pourtant, ô bons admirateurs du Code, quelle loi punira ces assassins ? Ces éducateurs assez dénués de sensibilité et de psychologie qui terrorisent une pauvre gosse au point qu'elle se jette à l'eau ? Et ce grand-père ridicule, ancien gendarme, nous dit-on, et dont la fille a si peur qu'elle laisse son enfant à la rue plutôt que d'en avouer l'existence au rigoriste pandore ?

Sur ce dernier cas, M. Clément Vautel a tenu, avec son imbécillité coutumière, à donner le point de vue de l'effrayeur bourgeois. « On ne peut nier, dit-il en substance, qu'il y ait faute à concevoir illégitimement et il est incontestable que la fille-mère déshonore la famille. Moralité : il faut en revenir au vieux précepte : « Œuvre de chair, tu ne feras, qu'en mariage seulement. »

M. Clément Vautel, au fond, n'en pense pas le premier mot, car très connaisseur en certaines mœurs, il devrait, pour être franc, dire comme le capitaine Simplicio de la « Grande Retape » : « ... d'autant plus qu'il y a des maisons pour cela. »

Il y a surtout des moyens malthusiens qui permettent de profiter des joies de la nature sans craindre la conception. La so-

NÉCESSITE DE HUIT PAGES DIFFICULTÉS NOUVELLES !

La semaine passée, peu d'instantanés après que nous eussions terminé la confection du dernier numéro, nous voyions s'avancer vers nous notre imprimeur qui, d'un air sombre, nous remettait une enveloppe. La lettre qu'elle contenait nous annonçait sans ambages qu'à compter de ce moment les frais de composition, clichage, impression du Libéraire étaient majorés de 20 % !

Ces 20 % joints aux 20 % précédemment imposés aboutissent donc de la sorte à 40 % d'augmentation des prix d'impression. Si l'on ajoute à cela des majorations du même ordre, quelquefois même beaucoup plus, sur les frais accessoires du journal, c'est à près de 50 % que s'élève l'augmentation totale de nos charges.

Et cela juste au moment où les nécessités de notre propagande nous conduisent à envisager dans le délai le plus rapide l'extension du nombre des pages de notre Lib... !

On comprend par là combien le coup est rude pour nos finances qui sont déjà, comme chacun sait, d'une santé assez fragile sans cela.

Et cependant nous ne pouvons accepter un seul moment l'hypothèse de renoncer aux projets que nous avons envisagés et qui sont en passe de se réaliser juste au moment où ces difficultés nouvelles nous assaillent.

Nous avons dit qu'il fallait désormais huit pages au Lib... et cette conviction, partagée par tous d'ailleurs, ne peut plus maintenant être remise en question.

D'autant plus, nous l'avons dit et nous

Notre ami Henry Poulaille nous a offert de consacrer chaque mois toute une page à la jeune littérature prolétarienne. Quel autre mieux que l'auteur des *Damnés* de la terre, du *Pain Quotidien*, de *Pain de soldat*, de tant d'ouvrages où palpite si intensément la vie prolétarienne, et qui sont toutes si puissamment traversées d'un grand souffle libertaire, quel autre eût été mieux qualifié ! Foin avec lui de la littérature et de la gendarmette.

Ce sera déjà un premier point d'acquis ; mais il y en a d'autres qu'il faudra atteindre le plus vite possible si nous voulons que le Libéraire devienne le bel hebdomadaire dont nous rêvons.

Seulement force est bien d'en revenir aux difficultés pécuniaires dont nous avons donné les raisons au début de cet article.

Il est désormais inévitable que nous envisagions pour très bientôt des ressources nouvelles. Et amis lecteurs, ces ressources, elles seront nécessairement dans l'augmentation du prix de vente.

Jusqu'ici, malgré nos charges, nous avons tenu le coup grâce à une diffusion qui s'accroît chaque semaine. Mais il est clair que maintenant cette compensation deviendra insuffisante. Lors de la première hausse, tous les grands hebdomadaires ont augmenté leur prix de vente. Chacun sait que les magnats de la presse quotidienne se préparent à en faire de même. Ils ont pourtant eux — de droite comme de gauche — des ressources que nous n'avons pas et que nous n'aurons jamais !

Il faudra que nous en venions nous

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE : 52 Nos... 22 fr. 26 Nos... 11 fr.
ETRANGER : 52 Nos... 30 fr. 26 Nos... 15 fr.

Chèque postal : N. Faucher, Paris 596-03
9, rue de Bondy (10e)
Téléphone : BOTaris 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de
à partir du pour la somme de
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1)
Ville :
(1) Ecrire très lisiblement.

Adresse :
Département :

le redisons, que les six pages ne correspondent plus, matériellement et moralement, à l'extension de notre mouvement. C'est la vie de nos groupes, de plus en plus nombreux, et qui ont besoin d'une tribune plus large pour leur action locale ; c'est la page syndicale à l'étroit maintenant qui, avec ses multiples rubriques, accroît d'une manière reconfortante notre influence dans le mouvement spécifiquement ouvrier ; c'est enfin et surtout l'actualité sociale dans sa diversité si riche qui nous sollicite de toutes parts. Et combien de lacunes il y a encore dans notre Lib... qu'il est urgent de combler ! Déjà certes depuis longtemps, les collaborations nouvelles qui s'offrent à nous auraient pu trouver un asile si nous pouvions passer aux huit pages. Mais combien de fois notre secrétaire de rédaction n'a-t-il pas dû, devant une matière rédactionnelle trop nombreuse, laisser dans ses dossiers de fort intéressants papiers, faute de place.

Ainsi, pour cette raison nous avons dû reculer jusqu'ici la création d'une rubrique littéraire qui, pour notre journal, est une nécessité urgente, à raison de l'appétit de culture dont on toujours fait preuve les milieux anarchistes.

Sur ce point au moins nous sommes heureux de pouvoir annoncer que cette lacune sera très prochainement comblée.

aussi à augmenter notre tarif qui, pour bien faire, devrait être porté à 0 fr. 75. Nous arrêtons-nous à ce chiffre ou bien en choisissons-nous un intermédiaire ?

Ici, amis lecteurs, la question nous dépasse, et c'est vous tous qu'elle atteint.

Il est certain que si nous pouvions réunir rapidement un chiffre assez considérable d'abonnés nouveaux, ces rentrées nous permettraient de limiter l'augmentation, car pour la N° fois, redisons-le, seul l'abonnement assure à un journal comme le nôtre des ressources certaines.

Aussi il est indispensable que dans les semaines qui vont venir chaque militant, chaque ami du Libéraire se transforme en propagandiste acharné de l'abonnement. Ils feront valoir que pendant quelques semaines encore le prix de l'abonnement ne variera pas. Ils auront aussi à leur disposition des carnets d'abonnements qu'ils n'auront qu'à nous réclamer.

Si chacun s'y met avec ardeur, non seulement nous traverserons cette passe délicate, mais encore nous arriverons rapidement au but que nous nous sommes fixés : le Libéraire à huit pages !

LE LIBERTAIRE.

Lettre ouverte à M. Vincent Auriol Ministre des Finances (S.F.I.O.)

Monsieur le Ministre,

Il y a exactement trois ans, à l'époque où le fascisme menaçait directement nos libertés, et à la suite de mon activité contre la canaille embrigadée par les La Rocque, Bucart et autres tristes sires de la plus vile espèce, je fus arrêté et poursuivi pour une prétendue détention d'armes de guerre.

Après m'avoir conservé cinq mois en prévention, les juges... pardon, les valets du capitalisme au service de la canaille qui a nom Doumergue, me condamnèrent, sans aucune preuve, à un mois de prison, obéissant ainsi à des ordres supérieurs.

Evidemment, il fallait me faire payer la formidable trousse qu'avaient eue à mon domicile les sbires venus pour perquisitionner alors que je voulais m'emparer du corps du délit, en l'espèce la fameuse grenade-encrier devant laquelle ils tremblaient.

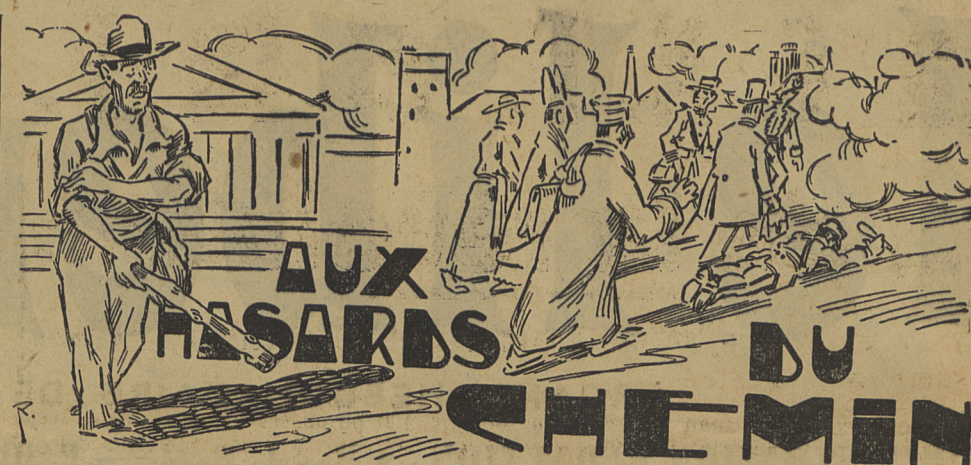
Vous n'ignorez sans doute pas, Monsieur le Ministre (S.F.I.O.), qu'à l'occasion de ce scandale, « Le Populaire », dont je n'ai d'ailleurs pas manqué, à l'époque, de souligner le courage, avait pris ma défense connaissant très bien mon activité antifasciste, bien que je sois simple enfant du désert.

Or, voilà qu'en l'an 1937, sous le régime de nos anciens défenseurs, vous me réclamez 836 fr. 50, que Doumergue-Laval et autres fascistes avoués n'ont pas daigné me demander, jugeant sans doute qu'il y a des bornes à l'impudence.

Et c'est au moment où je reviens, mutilé d'Espagne, où cote à cote avec des membres de votre parti, nous luttons et combattons contre le fascisme de la-bas que vous voudriez me faire payer les 836 fr. 50 réclamés par les chais-lourds ?

Je pense qu'il aura suffi, Monsieur le Ministre de vous rappeler cette petite histoire, et de toute façon, je vous renvoie la feuille avec mention : « Refus catégorique de payer ».

SAIL MOHAMED.



Propos d'un Paria

Si tous ceux qui font profession de parler ou d'écrire ne développaient que des sujets sur lesquels ils ont des connaissances certaines, c'en serait fait du métier d'orateur ou d'écrivain.

Et, dans ce cas, ce qu'on gagnerait du point de vue documentaire on le perdrait dans le pittoresque, dans la variété.

Car rien n'est plus amusant que les acrobaties auxquelles se livrent tant de bavards redondants et bedonnants, et ce que l'habileté journalistique nous donne en pâture.

Aussi je ne suis pas d'accord avec le général Goering — j'espère qu'il n'y a pas là un casus belli ! — quand il déclara, parlant aux délégués des anciens combattants qu'il recevait à Berlin : « Nous pensons que les meilleurs défenseurs de la paix sont les anciens combattants qui connaissent la guerre ».

Certes il y a encore quelques-uns parmi les « anciens combattants » qui ont été à la guerre, qui ont assisté à des attaques, qui ont eu sous les yeux des cadavres alignés, qui ont reniflé les gaz, et tout et tout...

Est-ce qu'ils connaissent la guerre pour cela ?

A la rigueur, on peut admettre qu'ils soient dégoûtés à tout jamais du rôle qu'on leur a fait jouer, des souffrances qu'ils ont subies, des horreurs sanglantes dont ils ont été les témoins.

Mais qu'ils aient des prétentions à se poser maintenant en champions de la paix et qu'à Berlin même, un chef nazi leur reconnaisse cette qualité, voilà qui est fort de vinaigre et fera, si ce n'est déjà fait, bondir d'indignation d'autres et aussi authentiques anciens combattants : Je ne citerai parmi ces derniers que MM. Vaillant-Couturier et Florimond Bonle.

Il convient, bien entendu, de ne pas donner aux paroles de Goering plus de valeur qu'elles n'en ont, ni d'attacher trop d'importance à cette manifestation d'anciens combattants qui permettra à Hitler de prononcer des paroles de paix... tout en actant ses préparatifs de guerre.

A tout prendre, j'aime encore mieux entendre, même sortant de la bouche d'un chef de gouvernement des paroles de paix, même sachant que dans l'état actuel des choses elles ne peuvent être que fallacieuses, que d'ouïr des discours hystéro-chauvins commis par de soi-disant révolutionnaires qui prétendent eux aussi, et de cette façon sauver la paix !...

La paix... la paix !

Faut-il que la race humaine soit maudite et mauvaïse pour qu'il ne soit question, entre deux carnages que de la catastrophe inéluctable qui semble être la rançon de l'universelle bêtise.

Il suffirait seulement de la vouloir la paix ! C'est évidemment trop simple. — Pierre Mualdès.

PAS EU LE TEMPS !



Le jour de la prise de Malaga, l'*Intran* annonçait avec une grande manchette : « Les rouges se sont enfuis sans avoir eu le temps de massacrer un millier d'otages ».

Comment le torchon de Latzarus-Gallus pouvait-il prévoir que ces otages seraient massacrés, alors qu'ils ne le furent ni à Irun, ni à Saint-Sébastien ?

Mais les exécutions en masse (par les fervents du Christ !), des 8 ou 10.000 défenseurs de la province de Malaga — qui devaient être respectés comme prisonniers de guerre — occupent peu de place dans l'organe de droite... beaucoup moins que le procès de X..., meurtrier par jalousie...

LE PRIX DU SANG DES HUMIBLES



Le double jeu manifeste de la Grande-Bretagne envers Franco est-il dicté aux conservateurs seulement par la crainte du bolchevisme, qui a toujours bon dos ?

Le Rio Tinto, certes, y est pour quelque chose aussi.

Mais, vu l'influence énorme de l'Angleterre sur son protégé le Portugal, étrangement récalcitrant à la non-intervention qu'elle préconise, la conduite britannique, ménageant Salazar — dont l'avis n'eût pas pesé lourd contre le veto de Londres — n'a-t-elle pas à la clé un paiement semblable aux Baléares ou aux Canaries, promis à d'autres ? L'intérêt de Salazar est bien de soutenir la dictature dans toute la Péninsule.

Toute la façon de faire hypocrite de l'Angleterre serait dominée par la réclamation allemande concernant ses anciennes colonies : Le Dominion du Cap refusant de rendre l'Ouest Africain Allemand, Salazar ne consentira-t-il pas, contre cette duplicité anglaise — évidente — à lâcher l'Angola à la place ?

That is the question...

L'Agence Fournier appelle désormais le minerai de cuivre du Rio Tinto : le métal rouge.

Est-ce parce qu'il est encore humide du sang de ceux qui l'ont extrait ?

Ou est-ce parce qu'il a été volé, aux « rouges » — la République — leurs seuls propriétaires ?

FASCISTES ?



Les ex-Croix de feu se défendent d'être fascistes.

Cependant — si vous n'avez pas peur de vous salir les doigts — prenez le *Flambeau* de la semaine dernière et vous verrez, sur la photo quart de page illustrant le compte rendu du grand meeting d'Alger, toute l'assistance, y compris bureau, président et conférencier, faire le salut fasciste de Hitler et Mussolini.

Communistes qui voulez leur tendre la main, ils vous la tendent, eux aussi, mais à leur façon...

PARIS EST LOIN DE MOSCOU..

Mais les mêmes procédés sont en honneur.

Des oppositionnels hongrois avaient organisé dernièrement une réunion à Billancourt sur le procès de Moscou.

La parole fut loyalement accordée aux staliens, mais ceux-ci, se sentant en nombre, préférèrent insulter et calomnier plutôt que de répondre aux arguments qui leur étaient fournis.

Ceci, évidemment, au nom de l'Union indissoluble (qu'ils disent) qui doit exister entre travailleurs.

LES CORBEAUX BOUGENT



Il paraît qu'il y a de l'émotion en Alsace, car un débat va s'ouvrir au Parlement sur le régime scolaire et l'épileptique Mgr Ruch vient d'adresser à ses diocésains une

lettre où il les convie à pétitionner, à tenir des réunions, à prendre dans chaque commune les dispositions nécessaires pour l'organisation de la résistance « afin qu'une main atée ne vienne pas arracher le crucifix de nos écoles » (sic).

Et voilà nos calotins sur le pied de guerre, au moment où leur pontifical moribond, dans un discours radiophonique prêche l'amour et la paix (re sic).

« Nous ne reculerons devant rien, dit-il, même s'il faut créer du désordre à la frontière ! Ah mais, il faudra bien que le gouvernement cède (nom de Dieu !) point d'école laïque ou alors : gare au goupillon !

LA FACTURE



Le bulletin corporatif de l'Habilleme nous apprend que le voyage à Moscou du délégué Bertrand a coûté 5.000 francs (cinq mille balles, vous avez bien lu ?).

C'est une bagatelle pour apprendre des contre-vérités sur la « patrie des travailleurs ».

Et, cependant, durant les grèves de juin, le trésorier les envoyait plutôt avec un lance-pierre.

Exemple : chez Alba, où les grévistes, qui couchèrent trente-cinq nuits sur le plancher, jouant leur existence matérielle, touchèrent pour 150 travailleurs environ 300 francs !

Les deux sommes sont à rapprocher et aussi à méditer, n'est-ce pas, les bons bougres ?

UN MAIRE « SOCIALISTE »

Sous ce titre la *Lumière* nous raconte une histoire courte que nous prenons plaisir à reproduire :

« On vient de créer, à Blois, une section des Eclaireurs Laïques de France.

« Les fondateurs ont demandé au maire de mettre un local municipal à leur disposition.

« Le maire a refusé.

« Le même maire accorde les locaux municipaux aux Eclaireurs catholiques.

« Le maire en question est le D^r Ollivier, et il appartient au Parti socialiste S.F.I.O.

« C'est tout. »

Non, ce n'est pas tout ! Nous ajoutons ce commentaire (que la *Lumière* a dû oublier) : Les électeurs seront toujours mal inspirés dans leur choix, car... tous les parlementaires se valent.

UNE IDEE A CREUSER



Dans ses colonnes, *Paris-soir* tient une rubrique quotidienne à la disposition de ses lecteurs, et l'on y trouve parfois des choses inattendues.

Quelques imbéciles ayant demandé que soit instituée une taxe sur les chats — paix à tes cendres, Baudelaire — un lecteur plein d'humour, et dont toute la lettre vaudrait d'être citée, répond qu'en effet c'est ouvrir la porte à tous les abus que taxer le piano et exconcrer la grosse caisse, et que chacun doit apporter sa balle au parol qui aidera à assurer l'équilibre du budget.

Cet appel nous a touchés. Allons-y de notre balle : si l'on créait une taxe sur l'imbécillité humaine ? quel filon, quelle mine, quel pactole !

Les romanichels.

La C. N. T. et la F. A. I. devant le problème... ... de la révolution

LA CONCEPTION LIBERTAIRE DU FEDERALISME ESPAGNOL

Dimanche dernier, au Coliseum de Barcelone, notre camarade Juan Lopez, de la C. N. T. et F. A. I. (ministre du Commerce de la République), traita du fédéralisme : Après avoir rappelé qu'il parle en son nom propre, Juan Lopez dit quelle force sociale fut la C. N. T. depuis des années, quant à la lutte contre le centralisme de Madrid, contre les propriétaires terriens et tous ceux qui attentaient à la liberté du peuple espagnol.

Toute la symphonie de la presse républicaine pour faire croire au peuple que les miliciens se battent pour la République est dérisoire.

En avril 1931, en novembre 1933, le 16 février et le 19 juillet, notre position fut claire, la politique espagnole est en échec complet. Nous répétons donc que les miliciens ne se battent pas pour la République et sa Constitution de papier, mais uniquement pour la *Révolution sociale*.

Durant ces six mois de guerre, les travailleurs, la classe populaire d'Espagne, souvent confondue avec les partis républicains et la petite bourgeoisie, a fait une œuvre d'expropriation, de prise de possession de tous les organes de l'Economie.



Juan Lopez

Nous, hommes de la C. N. T., les vieux partis politiques nous ont accusés de manquer de plan, de programme. Et cependant, durant ces six mois de lutte, ces partis ont donné le paradoxe que les plans, programmes, routes à suivre, brillent par leur absence. Tandis que, dès le premier jour, la C. N. T. agissait et donnait l'exemple de capacité créatrice.

C'est rendre service à la cause antifasciste que signaler les déficiences des responsables des partis politiques. Tout le tissu de manœuvres contre la C. N. T. ne nous intéresse pas. La C. N. T. est une force naturelle.

Cependant, la situation présente de l'Espagne accuse un manque de coordination et d'articulation.

Dans les régions où l'esprit fédéraliste domine, j'ai pu observer une tendance très dangereuse pour la cause que nous défendons tous. Il s'agit d'une campagne souterraine qui accuse tous les instincts du vieux, du mesquin nationalisme bourgeois.

Deux conceptions du fédéralisme

L'une de ces conceptions est capitaliste et l'autre prolétarienne, cette dernière représentée par le mouvement ouvrier, et le mouvement ouvrier par la C. N. T. La conception du fédéralisme bourgeois maintient l'intégrité de l'unité nationale, et s'appuie sur des organisations révolutionnaires, pour atteindre un but politique et militaire.

De mon poste, je vous affirme sous ma responsabilité qu'il existe des actes concrets graves. Il faut réagir violemment contre cette conception. Notre position ne doit plus être théorique, mais résolument agressive et active pour écraser et détruire les germes du nationalisme.

La C. N. T. est au-dessus de cette basse politique. Sa participation dans le Gouvernement n'est pas une capitulation. Les partis politiques tentent d'enlever leur personnalité aux syndicats. Mais j'affirme que nous ne nous abandonnons à aucune position théorique, mais que, face à la conception étatique défendue par les partis politiques faisant une manœuvre de grande envergure contre la C. N. T., la position fédéraliste de la C. N. T. se dresse.

**

Il est absurde de croire que l'Espagne manque de ressources économiques pour gagner la guerre. Mais il faut mettre fin à la concurrence entre les groupes quant à l'organisation de l'Economie.

Je veux vous dire, en synthèse, que la conception du fédéralisme, en ces moments de guerre, n'est pas praticable.

Le fédéralisme de la C. N. T. mènerait à une position extrême la vie économique et politique de l'Espagne dans un moment où il est indispensable de maintenir l'unité avec les autres forces qui ne vont pas aussi loin que nous. Il faut chercher un équilibre à la situation actuelle.

La révolution d'octobre 1934 ouvrit toutes les perspectives d'unification de la classe ouvrière et le Congrès de Saragosse marque un événement dans l'histoire ouvrière de l'Espagne. La C. N. T. offrait franchement l'alliance à l'U. G. T. et, devant cette unanimité, la réaction trembla. Toutes sortes de manœuvres furent faites contre nous. Mais les responsables de l'U. G. T. n'ont jamais répondu à cette proposition concrète.

Camarades de l'U. G. T., allez-vous permettre, allez-vous tolérer, allez-vous rendre possible qu'un manque d'intelligence entre les deux centrales syndicales sur les problèmes concrets et fondamentaux de la révolution nous conduise à l'échec ? Ou bien, après notre victoire, vous proposez-vous de jeter les ouvriers d'une centrale contre l'autre, en une lutte corps à corps entre travailleurs espagnols ?

Si une action commune n'est pas décidée, vous serez les responsables de tout ce qui peut arriver.

Quand la C. N. T. recevra une réponse

Aux métallurgistes du monde entier

Malgré que notre lutte pour la Libération du Proletariat fut toujours activement poussée, c'est cependant notre ennemi de toujours, le capitalisme et ses infâmes alliés le clergé et le fascisme qui portent l'entière responsabilité du déclenchement des événements qui ensanglantent l'Espagne.

Mais la lutte n'est plus circonscrite aux deux parties du peuple espagnol ; si elle avait conservé ce caractère du début, il y a longtemps que nous aurions liquidé la situation ; malheureusement, d'autres forces interviennent.

Et c'est justement parce que nous constatons que les forces fascistes internationales apportent une aide de plus en plus puissante aux assassins du prolétariat d'Espagne que nous élevons la voix.

Et nous demandons aux travailleurs du monde entier et particulièrement aux métallurgistes de comprendre leur devoir de solidarité et de ne pas se faire les alliés inconscients du Fascisme.

Car la mitraille, les bombes d'avions, les obus qui portent la mort dans nos rangs, qui assassinent femmes, enfants, vieillards d'Espagne, sont fabriqués, dans leur presque totalité, en dehors d'Espagne.

Ce sont nos frères ouvriers des autres pays qui forgent les armes qui frappent les défenseurs de la cause du Proletariat. Que nos frères métallurgistes du monde entier mesurent la grandeur de leur responsabilité, qu'ils se rendent compte qu'ils se font, par négligence ou par incurie, des complices des criminels fascistes.

Il faut qu'ils comprennent leur devoir et que, loin d'aider nos agresseurs, ils empêchent, par tous les moyens en leur pouvoir, le matériel de mort de parvenir entre leurs mains.

En agissant ainsi, ils rendront un immense service à leurs frères d'Espagne et contribueront au triomphe de la Liberté et de la Justice.

Ouvriers du Monde entier ! Le Peuple espagnol a confiance en votre solidarité comme en ses propres forces !

Nous attendons votre aide, n'oubliez pas que la bataille d'aujourd'hui est le premier acte d'une vaste campagne d'agression du Fascisme international ! Notre défaite serait la vôtre ; aidez-nous à vaincre, car notre victoire sera celle du Proletariat du Monde entier !

Métallurgistes du Monde entier ! Accordez-nous votre aide professionnelle ! « Vive la Solidarité Internationale ! Vive la Liberté ! »

Comité de relations de l'Industrie sidérurgique du Levant.

définitive de l'U. G. T. — qui est urgente — le prolétariat espagnol peut être persuadé que la base fédéraliste de la nouvelle Espagne sera un fait et que la révolution sera consolidée.

Le contrôle de la production, de l'Economie espagnole doit être au pouvoir des syndicats et non de l'Etat. Le caractère et la volonté de chaque région seront alors respectés.

... et de la guerre

LE PROLETARIAT NE SE BAT PAS POUR LA REPUBLIQUE BOURGEOISE...

La lecture de la presse espagnole et de celle de nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. nous permet de faire le point sur la position actuelle des anarchistes face au problème de la guerre et de la révolution.

Dès le 19 juillet ceux-ci ont dit qu'ils se battaient pour la révolution, et depuis sept mois leur ligne de conduite n'a pas varié.

La *Soli* du 9 février dans un article intitulé : « Le prolétariat espagnol ne se bat pas pour la République démocratique » dit : « Depuis pas mal de temps, certains éléments ont déclenchés une campagne intense dont le but est de fausser le véritable sens de la lutte soutenue avec un singulier héroïsme par le prolétariat espagnol. »

« On dit, de toutes les manières, que nous luttons pour la République démocratique et parlementaire. »

« Ceux qui songent à un retour plus ou moins rapide de la situation politique d'avant le 19 juillet vivent d'illusions. Cette politique d'indécisions conduisant au suicide, et dont l'épilogue sanglant est la guerre qui déchire actuellement le sol libérique, ne peut régir à nouveau les destinées du pays. Cette République démocratique et parlementaire, malgré ses prétentions socialisantes, fut incapable d'éviter l'agression criminelle que les généraux dirigèrent contre le prolétariat ; agression fomentée avec la complicité passive de ceux qui, sachant ce qui se tramait dans les casernes, furent incapables d'agir avec l'énergie et la vigueur nécessaires pour éviter les torrents de sang ouvrier répandus dans une bataille inégale. »

« Nous n'allons pas sortir des textes de Marx, Engels et Lénine. Ce serait puéril. Personne mieux que les camarades marxistes pour connaître les innombrables contradictions doctrinales débattues dans leurs organisations. Il suffit de jeter un coup d'œil sur leurs collections de journaux pour trouver mille arguments à opposer à leur actuelle ligne de conduite politique. »

« La Révolution espagnole a dépassé l'étape démocratico-bourgeoise. Au nom de personne, on ne peut demander aux travailleurs de renoncer à leurs buts révolutionnaires. Cette incapacité supposée des masses pour mener à bonne fin la tâche commencée est un « truc », un truc qui sent la vieille politique parlementaire ; il n'a convaincu personne. »

« En réalité, il faut le dire bien haut, le peuple espagnol est en train de prouver qu'il est parfaitement préparé pour mener sa révolution à bonne fin. Certains prétendent qu'elle doit se faire sans léser des intérêts ni produire de frictions. C'est une chose absolument impossible. »

« Les ouvriers et paysans se sont lancés avec un véritable enthousiasme dans l'œuvre créatrice, travaillant sans trêve ni repos. On ne saurait ni lire ni écrire, mais ils ont posé. On ne peut exiger qu'ils fassent tout à la perfection. Ils ne sont pas savants, ils ne sont jamais allés dans les universités. Beaucoup d'âme, un cœur et de l'intuition ; ils ne font pas de discours grandiloquents et ne connaissent pas les mystères de la haute politique internationale, comme leurs détracteurs, mais ils travaillent. »

« Ils réalisent un effort continu, du matin au soir, donnant tout ce qu'ils ont, et plus que ce qu'ils ont, pour le triomphe du prolétariat et la construction d'une société sans classe dans laquelle les hommes puissent être libres et égaux. »

« Qu'on ne se fasse pas d'illusions ! La démocratie bourgeoise est morte. Expression politique d'une classe incapable de remplir sa mission historique, et qui doit passer au coin des vieilleseries dignes du marché aux puces. Prétendre que le prolétariat la soutienne est d'une inconscience phénoménale. Inconscience qui a coûté très cher en Allemagne et qui en Espagne peut nous coûter beaucoup plus encore. »

« Le prolétariat espagnol lutte pour la révolution, et non pour la République démocratique et parlementaire. Que tous en soient convaincus. »

Les travailleurs savent évaluer avec exactitude la valeur du sang versé par les camarades tués à l'ennemi. »

Et la *Soli* du 12 février parle au nom du Comité National de la C.N.T. en ces termes : « Nous ne pouvons nous taire devant la chute de Malaga ; notre voix s'adresse à tous les affiliés de la C.N.T. et à tous les antifascistes loyaux et désintéressés. »

Vaincre le fascisme est notre premier objectif. Il n'y a ni révolution ni reconstruction possible sans cela. »

Contre le fascisme, tout pour vaincre. Hommes et moyens, temps et sacrifices pour l'écraser. Commandement unique et milices obligatoires. »

Pour la troisième fois la C.N.T. donne son accord sur ce point. »

Devant la réalité de l'armée ennemie, disciplinée et qui obéit à un seul commandement, il faut opposer une milice disciplinée, qui ne discute pas, et obéit à un seul commandement. Le commissaire politique aux côtés du technicien militaire, l'intervention des dirigeants antifascistes offrent aux miliciens la garantie suffisante pour la lutte. Parallèlement, il faut intensifier l'industrie de guerre. Le peuple veut lutter. A cet effet, nous proposons à l'U.G.T. la création d'organismes qui prennent leurs responsabilités, de manière à fournir tous les fronts en matériel de guerre. »

La C.N.T. et l'U.G.T. sont la clef de la victoire. « Que l'U.G.T. et la C.N.T. désignent une commission des camarades pour toutes ces questions et pour organiser l'Economie. L'esprit partisan doit disparaître dans cette heure grave. L'accord des deux centrales syndicales ne doit être rompu sous aucun prétexte. »

Nous sommes des hommes et non pas des pantins inconscients au service de l'ennemi. Vive l'unité d'action entre la C.N.T. et l'U.G.T. ! »

Voilà qui est catégorique, les anarchistes savent ce qu'ils veulent.

L'Association des Amis de l'Espagne républicaine à Genève est priée de donner son adresse à Mme Berneri. Urgent.

La question agraire en Espagne par Hem Day

La question agraire en Espagne revêt une grande importance. Elle a été le cauchemar, non seulement des ministères qui se sont remplacés depuis l'avènement de la République, mais bien avant et à travers toute l'histoire sociale et politique de la péninsule ; elle a marqué de son sceau indélébile les différentes évolutions des régimes qui se succèdent depuis un siècle et demi et plus.

On peut dire de l'Espagne ce que Lénine disait de la Russie au sujet de la Révolution bourgeoise :

« La principale question économique dans la révolution bourgeoise actuelle, en Russie, est celle de la lutte de la paysannerie la terre. »

Pour ce qui regarde l'Espagne, cette importance s'explique d'autant mieux, que ce pays a une économie où prédomine l'agriculture et cette économie est marquée de survivances féodales très prononcées.

DANS LE PASSE

Retournons un peu dans le passé, pour mieux saisir cette importante question.

Dès juillet 1856, l'élévation du prix du blé jointe au facteur de diffusion des idées socialistes parmi le peuple amenaient des émeutes qui contribuèrent à la chute d'Espartero et au coup d'Etat du général O'Donnell.

L'émeute du Arabal (province de Séville) durant l'été 1857, sous le gouvernement de Narvaez et la Craisade des Perses de Alamo à Loya (province de Grenade) avec ses 6.000 paysans, vers la mi-1865, avaient pour origine les mêmes causes : la misère des paysans et la naissance d'une « conscience » révolutionnaire.

C'était là une forme de protestation violente que déterminait la situation lamentable des populations campagnardes.

Déjà, nous trouvons à cette époque des formes de protestation et de revendications presque identiques à celles d'aujourd'hui de la part des populations rurales.

Que voulaient les paysans ? L'établissement d'un régime républicain, le partage des terres des grands propriétaires entre les ouvriers et les petits propriétaires, tout en sauvegardant le respect de la propriété.

LE CACIQUISME

La gravité de la question agraire en Espagne a donc des causes lointaines que l'on ne peut méconnaître afin de saisir toute l'ampleur qu'elle revêt.

Une de ces causes essentielles est ce qu'on a appelé le caciquisme. Si nous voulons le comparer à un autre phénomène existant en Russie, nous pouvons rapprocher le cacique du koulak.

Mais qu'est le caciquisme ? C'est le seigneur et maître du clocher, le tyran du village ou de la région. Il a conservé ce nom en souvenir sans doute de la domination espagnole en Amérique du Sud, où le cacique

était le représentant du pouvoir central dans les contrées éloignées.

Le cacique fait la loi et on rappelle non sans quelque haine ces chaînes de déportés qui parcouraient jadis l'Espagne, chaînes d'hommes qui n'avaient commis que le seul délit de ne pas penser comme le cacique ou qui avaient reçu une « feuille » qui ne partageait point les faveurs du maître.

En Espagne, le caciquisme a survécu à la

Révolution d'avril. Le cacique continuait à exercer son omnipotence. Alcades, juges de paix, fonctionnaires, lui seul nommait et s'octroyait le droit de faire élire qui lui plaisait. On voyait encore dans certaines régions pour le candidat gouvernemental approuvé par le cacique.

Pierre Ganivet a écrit du caciquisme :

« Le cacique profite de son omnipotence pour mettre en valeur ses propriétés, répartir

entre ses parents et amis les charges publiques rémunératrices, mette en coupe réglée, avec la complicité du pouvoir, tout un village ou un district. Il n'est d'ailleurs pas indépendant. Un cacique régional ou provincial, marchand de céréales ou grand propriétaire, allié ou apparenté au ministre ou à quelque haut fonctionnaire de Madrid, le tient lui-même en tutelle. »

Mais comment de telles choses pouvaient-



elles survivre ? Les causes étaient nombreuses sans doute et en tout premier lieu l'inégalité des classes, la répartition des terres, la grande misère et l'analphabétisme des populations rurales pouvaient en être les principales.

Senador Gomez, parlant de cette forme déviante de la production rurale, écrivait :

« Le caciquisme est la rente même personnifiée dans l'individu qui profite de sa magistrature pour exiger du reste des hommes une soumission complète à la légalité actuelle et une obéissance aveugle à ses ordres, sous peine de mort par la faim. Le cacique n'est investi d'aucune autorité par le ministère de l'Intérieur. Son crédit, il le reçoit de la rente. Il représente toujours les intérêts et prérogatives des propriétaires fonciers, même de ceux qui le sont uniquement dans cette faible proportion qu'on a coutume d'appeler petite propriété. C'est pourquoi les grands caciques, qui, malgré leur bestiale ignorance, sont parvenus à s'emparer du gouvernement de l'Espagne pour établir sur ses ruines l'autocratie la plus immonde que virent les siècles, proviennent des régions où la rente est la plus forte et où, par conséquent, la terre est la plus esclave ; ils sont galiciens (1). Il n'est pas un pays où le caciquisme ne se soit développé comme en Espagne. C'est en quelque sorte un état pathologique de la vie publique de ce pays, et la contesse de Pardo Bajan a pu écrire, avec sans doute l'assurance qui caractérise ses titres de noblesse : « L'oligarchie des notables est le fruit naturel du système parlementaire. »

Mais ce caciquisme s'est en plus augmenté d'une foule d'adhérences qui se sont fixées dans les villes et villages et que l'Espagnol a baptisées « tiranos-chicos ».

Ces tyrannaux, espèces de mouchards gouvernementaux, jouissaient de privilèges scandaleux en échange de certains concours inavouables qu'ils prêtaient au gouvernement central.

J. Costa, dans « *Oligarquía y caciquismo* », parlant du *tirano-chico*, écrit :

« ... convertit en terres irriguées les champs desséchés de ses partisans et il prive d'eau les terres irriguées de ses ennemis. Il s'empare peu à peu des propriétés contiguës à ses propres domaines, il se sert pour les travaux à effectuer dans ses fermes de la prestation vicinale ; lui-même ne paie pas d'impôts, bien qu'il possède les meilleures terres ; ses troupeaux paissent librement dans les domaines du voisin... Sauf ses créatures, qui occupent les places de juge municipal, d'alcade ou de syndic, tous ont à craindre ses rigueurs et son courroux. »

(Voir la suite page 4.)

(1) « Du pays des fueros, ou andalous, du pays des plus vastes latifundios. »

Notre tournée filmée

Maintenant que la première partie de notre tournée des films est achevée, il nous faut examiner ce qu'elle fut et quels espoirs elle nous permet.

Tout d'abord, félicitons-nous du succès matériel : Plus de 10.000 francs de bénéfices nets qui iront apporter quelque soulagement à nos frères d'Espagne en lutte et aux malheureux orphelins. Si l'on songe aux frais énormes de toutes sortes que comportait pareille tournée, si l'on sait que nous dûmes payer jusqu'à 1.000 francs de location pour certaines salles tout cela, joint aux frais de chemin de fer, affiches, timbres, frais de séjour, etc., etc., nous démontre amplement le succès sans précédent obtenu.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté à nos conférences et à la projection des films; plusieurs dizaines de milliers de personnes ont vibré avec nos orateurs, compris la justesse de nos exposés, approuvé la critique que nous fîmes de l'attitude de nos gouvernants. Ces foules ont exprimé leur satisfaction et leur accord avec nous de la façon la plus incontestable qui soit : la *Solidarité*.

Quelle pierre de touche plus sûre que la collecte faite à l'issue d'une conférence ? Qu'on sache que les collectes atteignant cinq ou six cents francs ne furent pas l'exception — et cela malgré que les auditeurs eussent payé le prix de leur place — et l'on sera immédiatement convaincu que nous régimes parlons un accueil toujours sympathique.

Nous dûmes également, à maintes reprises, refuser du monde.

Soirées inoubliables de Saint-Etienne, où l'immense salle des fêtes de la Bourse du



De gauche à droite : Nos camarades Espinal, Porchet, Melia, Lopez, qui ont tourné les films.

Travail se révéla trop petite, de Saint-Henri où plus de 400 personnes ne purent trouver place. Triomphe de Perpignan où toute une foule ne put assister à notre conférence pendant que dans l'immense salle un entassement inimaginable d'êtres humains supportait héroïquement la chaleur et l'étouffement. Des chiffres : A Perpignan, plus de deux mille francs de bénéfices rien que sur les entrées et un « plateau » de 600 francs versé au Comité d'Entraide. A Nîmes, collecte de 600 francs environ; et, partout, à Marseille, Nice, Toulouse, Grenoble, Romans, Narbonne, Dijon, etc., etc., même succès. A la Seyne, cité ouvrière par excellence : collecte de 1.700 francs. Nous en

passons, et non des moindres; qu'on nous en excuse.

Si nous citons ces chiffres avec satisfaction c'est qu'ils représentent, outre la solidarité de nos auditeurs envers nos camarades d'Espagne, l'intérêt que l'Anarchisme et ses méthodes d'action éveillent dans l'esprit des masses. Malgré des auditoires de composition politique diverse, pas de contradiction.

Ce succès nous prouve que nous pouvons et devons aller de l'avant, que nos théories rencontreront, toujours davantage, un accueil de plus en plus sympathique, que nos méthodes d'action s'imposeront avec une force sans cesse grandissante.

L'Anarchisme est arrivé au moment où non seulement il peut oser, mais où il doit oser. Nous ajouterons même que s'il n'ose pas il décevra profondément les travailleurs de plus en plus nombreux qui se tournent vers lui et s'interdira, sans doute, tout espoir de développement et de prépondérance futurs.

Or, qu'on le veuille ou non, devant la faille des partis et de la C.G.T., l'Anarchisme se révèle comme la seule théorie viable et efficace en face des problèmes de l'heure, comme la seule conception sociale et économique valable à notre époque.

Nous avons affirmé avec force, au cours de nos conférences, notre foi dans le triomphe de l'Anarchisme. Et nos auditeurs furent également convaincus.

Mais il faut hâter ce triomphe, et pour y parvenir, accroître rapidement et considérablement, les forces actives de l'Anarchisme.

Les conditions de cet accroissement de nos forces ?

De l'aide, de l'union, du travail pratique.

Plus que jamais et malgré les insultes et les calomnies : *Unité d'action des forces anti-autoritaires*. Les conditions économiques et sociales présentes nous dictent de façon si claire notre ligne de conduite que toute discorde introduite dans les rangs anti-autoritaires — que le prétexte invoqué soit d'ordre doctrinal, théorique ou tactique — est un véritable crime commis contre l'Anarchisme et le Proletariat.

Les Anarchistes doivent agir et dans les usines et sur l'opinion publique; il faut dépasser les chefs politiques et syndicaux, travailler le prolétariat sur le lieu du travail et créer des courants d'opinion publique qui obligeront les travailleurs à agir révolutionnairement.

Travail pratique : Développer les groupes, mettre du sang jeune, actif, dans les artères de l'Anarchisme. Développer la Presse, notre Presse, notre journal. Nous sommes persuadés que nos camarades commettent une erreur lorsqu'ils diffusent indifféremment les différents journaux anarchistes. Il faut choisir son journal et le diffuser largement, ténacement; c'est dans la masse de lecteurs que l'on aura créé, que l'on trouvera les éléments de recrutement et de propagande. La diversité des journaux représente, mieux que toute autre chose, la dispersion de nos effectifs et de nos efforts. L'heure n'est pas à l'éclectisme ni à la controverse sur tout et sur tous; l'heure est à l'action et aux réalisations révolutionnaires.

En résumé, le succès sans précédent de notre tournée vient nous démontrer de façon éclatante que nous pouvons et devons avoir confiance en nous-mêmes; qu'avec un peu d'esprit pratique nous pouvons mener facilement à bien des tâches qui nous semblaient irréalisables hier. Que l'attente de tous les anti-autoritaires sur l'action à mener pour le triomphe des revendications qui leur sont communes décuplerait l'efficacité de cette action et permettrait rapidement au mouvement anarchiste de jouer, au cours des événements formidables qui se préparent, le rôle prépondérant qui doit être le sien.

HUART et RIDEL.

De mon wagon

Chaque fois qu'il m'est advenu de discuter un peu serré avec des communistes, je me suis laissé aller à traiter leur doctrine de religion nouvelle.

Car, en examinant les choses sans passion et en toute objectivité, ne voyons-nous pas là toutes les marques inspirées du christianisme ?

Le communisme a ses rites et cérémonies, ses signes et emblèmes, ses vertus théologales... Il a son pape, ses évêques, ses curés, ses bedeaux, ses chœurs et ses enfants de chœur ! Pas encore de Sainte-Vierge mais ça viendra...

Au cours des Journées sociales de l'Union catholique des Services de santé et des Services sociaux, le R. P. Villain, de l'Action populaire, a fait l'exposé suivant, que j'emprunte à *La Croix* du 9 février dernier :

« Le communisme est une religion. Il a apporté dans notre monde désorienté une doctrine toute d'idéal et de dévouement. Ses adeptes doivent travailler à la réalisation du règne du communisme et soumettre toute leur vie à l'idole du prolétariat. Comme toute religion, le communisme a son dogme dont les principes généraux sont renfermés dans les œuvres de Marx et de Lénine, et sa morale qui enseigne qu'il faut conformer ses actes au bien suprême qui est l'avènement de la cité communiste. » Et le R. P. Villain passa sans transition aux moyens que le marxisme compte employer pour faire triompher ses principes : neutraliser les forces qui lui seraient dangereuses, le jour venu, d'avoir contre soi.

C'est pourquoi nous voyons en France les communistes pratiquer vis-à-vis des catholiques la politique de la main tendue. Le communisme ne combat pas la religion pour elle-même, car il la croit appelée à disparaître avec le capitalisme dont elle est la conséquence, il ne la combat qu'en tant qu'elle est un obstacle à la réalisation du règne du prolétariat.

« Que pouvons-nous faire, conclut le R. P. Villain, pour arrêter le développement du communisme ? Agir par la force serait insuffisant car on ne peut vaincre une religion par la force ; il y a mieux à faire en s'efforçant de reconquérir les milieux populaires à l'idée chrétienne en montrant aux masses qu'elles trouveront dans le christianisme ce qui est nécessaire pour combler leur idéal de charité et de justice. »

Si j'ai choisi cette citation — ce que d'aucuns ne manqueraient pas de me reprocher — c'est en raison de son actualité. Et aussi de sa véracité, particulièrement en ce qui concerne la course à la clientèle...

Vous êtes orfèvre, Révérend Père Villain !

LE BANLIEUSARD.

P. S. — M. Grancelas, secrétaire-adjoint de l'Association des marchands à la sauvette de la Région parisienne me fait parvenir une circulaire qui a été envoyée à plusieurs ministres et aux différents groupes parlementaires de gauche, et contenant le texte des revendications des « camelots » et « crainquillottes ».

Il y ajoute : « Merci pour les fleurs ! » y a parmi nous, vous ne devez pas l'ignorer, des lecteurs de *Libertaire* qui ont été profondément émus de vos propos injurieux.

Je viens de relire l'article incriminé et, si j'ai manqué de révérence, je n'ai pas pratiqué l'insulte. Je suis donc forcé d'admettre qu'il y a une nuance entre « lire » le *Libertaire* et « le comprendre » et j'ai de bons camarades chez les camelots et forains qui n'ont pas été « profondément émus ».

Mais, vraiment, ça ne colle plus ! Déjà, les staliniens de France me cassèrent les dents. Me voici avec un duel sur les bras, peut-être. Je vais me faire balancer du *Libertaire*, ce qui serait fâcheux... à cause des appointements !

Le B.

Le sabotage de l'amnistie⁽¹⁾

Léon Blum aura le front de déclarer, comme il le fit il y a six mois, à propos de sa première loi d'amnistie, qu'il n'y en a jamais eu de si large. Le malheur, c'est que ces gens-là se présentent sous le masque du plus humanitaire, et qu'on les croit ! Mais le mieux, pour les démasquer, c'est d'examiner leurs arguments juridiques.

Que dit donc cet Albert Séro, président de la Commission de Législation civile et criminelle ? « L'amnistie ne s'applique pas aux personnes ; elle s'applique aux faits eux-mêmes. Comme nous l'avons dit si souvent au cours de ce débat, l'amnistie fait disparaître le fait punissable. L'amnistie l'annule de la manière la plus complète. » Mais pour peu que l'on raisonne, est-ce que ce n'est pas l'évidence ? Quand on vous condamne, n'est-ce pas dans l'arsenal des lois qu'on a fouillé pour trouver l'article du Code qui sanctionne le délit légalement déterminé que vous avez commis ? Si, eh bien ! alors, puisque vous êtes dans la légalité, restez-y.

Mais la logique n'est pas leur fort. C'est pour ça que M. Albert Séro est revenu à la Chambre avec son article de grâce amnistiant ceux que l'on accordera, peut-être, aux uns et qu'on refusera sûrement aux autres, pour le même délit, accompli dans les mêmes circonstances.

En voici un autre. René Besse : « J'irai même plus loin que la Commission en disant que l'on peut amnistier le malheureux déserteur vers l'arrière, le déserteur simple, comme l'appelle le Code de justice militaire, pourvu qu'il ait été vraiment au front, dans une unité combattante, sans même lui imposer le délai de trois mois prévu par le texte qui nous est soumis. » (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

C'est pourquoi, lui aussi, il se félicitait du nouveau texte de la Commission qui allait permettre « à des combattants authentiques de se prononcer sur chaque dossier de déserteur ou d'insoumis, à la condition qu'ils aient servi dans une unité combattante. » Alors que c'était précisément la seule condition qu'il demandait voir réaliser pour englober les déserteurs dans une mesure générale.

Ainsi, quand ces messieurs quittent le terrain juridique, ce n'est pas en faveur des sentiments les plus nobles, mais les plus basement hypocrites. Un qui appartient à la droite, au groupe de M. Paul Reynaud, M. Gaston Moreau ne leur disait-il pas : « Vous avez substitué à la notion du fait une autre notion : celle de la condamnation. »

A cet égard, il avait raison. Je vais vous citer un cas. Une condamnation est prononcée pour désertion et escroquerie. Dans une loi d'amnistie, l'escroquerie est amnistiée par un article que j'ai cité plus haut. La désertion ne l'est pas, à cause de sa durée, qui excède six mois. La condamnation étant prononcée pour ces deux délits, et le délit — la désertion — qui comporte la plus forte peine, n'étant pas amnistié, la condamnation ne l'est pas. Une autre loi qui survint après amnistiait cette fois la désertion, mais n'amnistiait pas l'escroquerie ; celle-ci subsistant, à la suite de la première loi, empêcha également la condamnation d'être amnistiée.

Par conséquent, si l'on s'en était tenu au principe juridique qui veut que ce soient les faits que l'on amnistie et non les condamnations, les délits qui, ailleurs, s'ils avaient fait l'objet de deux condamnations séparées, eussent été amnistiés. Voilà donc un délinquant qui, toute sa vie, passera au travers de l'amnistie, par la faute de législateurs qui sont les premiers à violer les principes juridiques qu'ils prétendent vouloir appliquer.

A côté de ça, on a vu des déserteurs qui avaient deux et trois ans de désertion — c'est l'exacte vérité — qui se sont trouvés amnistiés parce qu'ils avaient, en même

temps, voies de fait envers un supérieur, abandon de poste en présence de l'ennemi, faux en écritures authentiques et publiques, tous faits réputés crimes par le Code de justice militaire ou civile, parce que les faits comportaient la peine la plus forte et, par je ne sais quel heureux hasard, étaient touchés par l'amnistie. Ce qui permettait de dire à ceux qui n'avaient que six mois et un jour de désertion et qui n'étaient pas amnistiés : « Tu parles, si j'avais su, comment qu'il t'aurait filé un coup de poing sur la gueule à un supérieur, j'aurais été amnistié ! » Eh oui, c'est comme ça !

Mais le principe juridique, rappelé d'ailleurs par ce même Gaston Moreau citant le Dalloz qui veut, s'inspirant de l'intérêt général, que l'amnistie soit collective, n'est pas, comme vous le voyez, respecté.

Et c'est à nous, pauvres bougres, qu'on



— Il y a vingt ans que nous attendons une loi d'amnistie.

— Crois-tu donc que notre antimilitarisme puisse intéresser nos parlementaires patriotes de droite ou de gauche ?

demande de respecter les lois. Commencez les premiers, messieurs les législateurs, stupides et ignorants !

Mais on entendit le député communiste Brun parler de la « bienveillance du ministre... » le « fusilleur » Daladier.

Tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire !

Tirons l'échelle. Maintenant, l'amnistie doit aller devant les sénateurs. Mais je vous ai dit déjà beaucoup de bien des députés. Imaginez les sénateurs !

Faut-il croire que les anciens combattants sont mûrs pour la prochaine ? Il le semble. Je crois qu'ils n'auront guère appris à leurs fils qui tront aussi. Qu'ils y songent !

Un P.C.D.F.

(Voir le *Libertaire* du 11 février 1931)

C'EST LE 13 MARS

SALLE WAGRAM, A 20 H. 30

GRANDE SOIREE ARTISTIQUE

organisée par

le COMITE POUR L'ESPAGNE

LIBRE

au profit

des miliciens d'Espagne

Un programme de choix

interprété par les meilleurs

artistes et chansonniers

Entrée : 7 fr. Enfants : 4 fr.

Cartes en dépôt au Centre,

26, rue de Crussol, et au

« Libertaire ».

La question agraire en Espagne

(Suite de la page 3)

Le caciquisme, comme on peut s'en rendre compte, est étroitement lié à la situation générale du pays.

L'omnipotence du « cacique » a été d'une désastreuse démolition et certes un profond sens de cette situation politique et sociale que le professeur Azcarate a qualifié le caciquisme de « féodalisme d'un nouveau genre, cent fois plus répugnant que le féodalisme guerrier du moyen âge ».

Tous les gouvernements qui se sont succédé durant ces siècles derniers ont certes dans le maintien de cette aberration une part de responsabilité très grande.

Mais voyons la situation agraire à la lumière de faits et chiffres.

Le sol est distribué en Espagne de la façon suivante : 2 o/o des propriétaires possèdent 67 o/o du sol, et 37 o/o des propriétaires possèdent de 1 à 7 hectares.

Le plus grand propriétaire foncier était sans conteste l'Eglise.

L'Espagne compte 3 millions d'ouvriers agricoles.

56 % de la population espagnole vit de la terre.

Dans le *Financiero* du 18 novembre 1921, on trouvait la répartition suivante des richesses d'Espagne :

	Millions de pesetas
Altières...	119.945
Troupeaux...	4.000
Mines...	5.000
Richesse industrielle...	5.000
Commerce extérieur...	3.000
Pour sabotage...	1.500
Intérieur...	6.000

Ce tableau est suggestif puisqu'il montre que la rente foncière est ce qui domine, et de beaucoup, toutes les autres richesses.

HEM DAY.

(A suivre.)

CAMARADE ANTIFASCISTE, qu'as-tu fait pour le soutien des miliciens ?

A toi, camarade antifasciste, quelle que soit ta tendance, s'adresse cet appel.

Tu sais combien le sort des travailleurs de ce pays est lié à celui de leurs frères d'au delà des Pyrénées. Tu sais qu'une défaite de l'Espagne ouvrière aurait les répercussions les plus graves pour notre mouvement ouvrier qui, à son tour, subirait sans tarder l'assaut de la coalition fasciste internationale.

Il faut que tu saches également que, comme elle l'a fait pour la révolution russe, la réaction capitaliste de tous les pays organise le blocus économique pour affamer et démolir non seulement les combattants antifascistes d'Espagne mais aussi la population civile.

Actuellement des produits de première nécessité comme le lait, le sucre, d'autres denrées indispensables se font de plus en plus rares et manquent dans beaucoup de foyers.

NOUS LANÇONS LE CRI D'ALARME.

Si, dans les jours qui viennent, le ravitaillement n'est pas organisé pour répondre aux nécessités qu'impose cette situation, le sort de la révolution espagnole sera dangereusement compromis.

Comme chacun d'entre nous, tu dois donc prendre conscience du devoir de solidarité qui t'incombe et prendre la ferme résolution de l'employer activement pour lui porter secours.

Par ton effort et celui des bonnes volontés que tu pourras réveiller, nos centres de ravitaillement doivent se multiplier, les collectes s'organiser... ainsi que tout ce qui peut être mis en œuvre pour contribuer au soutien de ceux dont le courage héroïque doit vaincre l'ennemi commun.

Le Centre de Ravitaillement des Milices Antifascistes d'Espagne, 26, rue de Crussol, Paris-11^e.

Cette semaine encore, trois camions chargés des dons les plus divers sont allés porter aux miliciens et aux populations éprouvées par la guerre civile, le produit de la solidarité des travailleurs de France.

Cela représente, certes, un bel effort en une seule semaine, mais les besoins sont tels qu'il faut sans relâche s'employer à l'intensifier pour répondre au blocus capitaliste par le ravitaillement antifasciste.

Ci-dessous la liste des centres de ravitaillement où l'on peut déposer les dons :

PARIS

SIEGE CENTRAL : 26, rue de Crussol (11^e) ; « Le Libertaire », 9, rue de Bondy (10^e) ; Dubois, 18, rue Gabrielle (18^e).

BANLIEUE

ANTONY : Durand, 19, rue Manainville. ASNIERES-GENNEVILLIERS : Café, 17, boulevard Voltaire, à Asnières. AULNAY-SOUS-BOIS : Centre local, 4, rue des Ecoles.

BAGNOLET : Chez Marius, 27, rue Hoche.

BLANC-MESNIL : Café Delcuzze, 19, avenue des Lilas.

COLOMBES : — Scheck, 3 bis, rue Victor-Hugo.

CROSNE : Boyer, mairie de Crosnes.

CARRIERES-SUR-SEINE : Terrade, Café de la Mairie.

DRANCY : Café Gauthier, 50, avenue Marceau.

GENTILLY : Maison Sauvage, place de la Mairie. Tous les samedis de 10 heures à midi.

Maison Crozat, rue de Montrouge, le dimanche, de 10 heures à midi.

KREMLIN-BICETRE : Maison Tibal, Cycles, 16, avenue Eugène-Thomas.

ISSY-LES-MOULINEAUX : Dubreuil — Palondier, 83, rue du Kremlin.

Pierre, 11, avenue de Verdun.

IVRY : — Maison Barré, place Back.

MONTEURGE : Café Richard, 99, rue de Bagnoux.

PALAISEAU : Boscher Louis, 148, rue de Paris.

PROVINCE

AMIENS. — Grévin, 3, rue Vascosan.

BREST. — René Martin, Maison du Peuple, Bois de Boulogne.

GARENTAN (Manche). — Marcel Toulorge, 25, rue Sébline.

GREST (Drôme). — Jean Boiteau, receveur des P.T.T., boulevard de Verdun.

GROIX. — Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole.

FRESSENNEVILLE. — Boclet Evariste, rue de Gamaches.

GIEN. — Gotte Eugène, 38, rue Georges-Clemenceau.

LEZIGNAN-CORBIERES (Aude). — Rosendo Albalat, rue Volta.

LILLE. — Dubar Jules, 11, rue de Constantine.

LYON-VAISE. — Lavorel, 4, rue des Trois-Maisons.

MARCO-EN-BARGEUL. — Mignon Henri, 263, rue de Tourcoing.

MONTARGIS. — Beaudenon, 99, rue de Loing.

MONTPELLIER : Louman, 23, rue de la Valfère (Hérault).

NARBONNE. — Daunis, Les Eglantines, route de Carcassonne.

ORLEANS. — Rotonde des Aydes, faubourg Bannier.

ROISSY-EN-BRIE. — Gaston Ivan, 467, route d'Ozoir (Seine-et-Marne).

TOULON. — Jeunesse Libre, 14, rue Nicolas-Laugier.

VALENCIENNES. — Drugmanne, 132, avenue de Gondé.

R. Girard, 6, chemin des Planches.

VERTUS. — Fernand Adnet, 23, r. Jean-le-Bon (Marne).

VILLEURBANNE. — (Centre régional des 16 Comités de la région lyonnaise). — Sotelo, Palais du Travail, Salle L, place Albert-Thomas.

LA FETE DU LIBERTAIRE

La Grande Retape

Devant le succès obtenu lors de la première, le collectif *Fraternité* nous avait promis une seconde représentation de la *Grande Retape*, la belle pièce de notre bon camarade Auréli Patorni.

Celui-ci, déjà précieux par son dévouement à la cause, a acquis en nous donnant la *Grande Retape*, un titre de plus à notre admiration. Sa pièce est remarquable. D'un bout à l'autre de ces quatre actes vivants, nous passons alternativement du rire à l'émotion, du comique au pathétique et cette satire si juste et si vivante nous retrace l'image exacte de la guerre et de ses dessous. Grâce à son grand talent, Patorni a su éviter le ton grandiloquent et démagogique qui gâte ordinairement les pièces révolutionnaires.

Les artistes qui composent le collectif *Fraternité* ont été admirables. George France a joué magnifiquement le rôle difficile du capitaine Simplicie, vieux capitaine ridicule et borné. Pierre Leproux fut un Lapiestelle plein de verve et d'entrain qui souleva les rires. Richard Després incarna un Jacques Simplicie véhément et sincère. Bragance campa une silhouette d'anarchiste, plein de révolte, de cinglant, d'ironie. Brunet nous émerveilla dans sa composition du peu sympathique baron Deulbourg. Le personnage de Bavachoff, héros malgré lui et « titi » plein de zéa, fut rondement joué par Jacques Reyrier. Germaine Kerjean fut une Yvonne Métyer émue et pathétique. Marguerite Fontaine joua la revêche tante Félicie avec beaucoup de vérité. Enfin Jane Deraive, blonde et séduisante, fut une délicieuse caissière de café.

Les spectateurs ont manifesté par leurs applaudissements et leurs vifs leur admiration et leur plaisir pour ces magnifiques interprètes et il fallut que Patorni, qui était dans la salle, vint à son tour sur le plateau recevoir sa part d'acclamations.

Que tous soient ici encore remerciés, les très sympathiques auteurs et ses talentueux interprètes, sans oublier notre ami Julien Bertheau qui mit en scène la *Grande Retape* et fut ainsi pour une part importante dans ce grand succès. **Henri GUERIN.**

LES IDEES ET LES FAITS

STABILISER LA CRISE

Le plan de reprise économique du Front populaire s'est heurté à des difficultés d'une nature troublante : après la stagnation et le dépeuplement des affaires une brusque montée place dans un dangereux équilibre la situation économique de la France.

D'une part les demandes de capitaux s'accroissent. D'autre part les capitaux se montrent rétifs et la demande dépasse l'offre de façon singulière. Le dynamisme de la réflation ne s'accommode pas de la statique des capitaux investis, et la banque doit s'opposer mécaniquement à cette disproportion des besoins aux capacités en mettant un obstacle provisoire à une réflation insouhaitée.

Les besoins du Trésor s'accommodent mal pour leur part de cette soif de capitaux que l'apât d'un profit plus considérable jette dans le circuit des affaires. Il doit, pour satisfaire ses propres besoins, mettre un frein à l'activité fébrile qui s'empare du monde des affaires : la reconstitution des stocks dans l'espoir d'un surprofit consécutif à l'augmentation de la vie, l'élimination d'une main-d'œuvre coûteuse par une industrialisation plus poussée, soustraient au Trésor la masse limitée des capitaux qui consentent à sortir de leur refuge.

Il ne reste donc au gouvernement que deux mesures à prendre pour pallier à un débordement réflationniste : la première consiste à freiner momentanément l'activité économique et la seconde à rejeter dans le cycle économique une masse nouvelle d'énergie thésaurisée, c'est-à-dire à faire appel à la confiance de la bourgeoisie.

L'équilibre de ces deux mesures constitue la fameuse « pause » économique dont Léon Blum a entretenu dimanche les représentants de son parti.

APRES L'ACTION MANQUEE, LA PAUSE

Nous savons de quoi s'accompagne pour la classe pauvre les appels à la confiance de la bourgeoisie.

La bataille des fonctionnaires pour le rajustement des traitements se heurte à la volonté farouche de la bourgeoisie d'exiger du pouvoir d'Etat une politique d'économie.

Les représentants du capital, de Caillaux à Paul Reynaud, sont unanimes à déclarer qu'il faut assurer au budget un équilibre réel en compensant les dépenses nouvelles par des économies correspondantes, afin d'éviter en fin de compte qu'un gouvernement qui participerait trop activement aux mesures de redressement économique ne prenne sur le secteur privé de la bourgeoisie des prérogatives insupportables à

celle-ci.

Le capitalisme veut éviter une intrusion gouvernementale dans ses affaires, et un gouvernement contraint par la volonté de ses fonctionnaires à chercher de nouvelles ressources peut s'abandonner à des mesures sociales que la bourgeoisie veut éviter à tout prix.

Le secteur ouvrier n'est pas isolé des exigences de la bourgeoisie. Grèves, occupations, augmentations de salaires livrent à la merci d'une décision gouvernementale par l'influence des prix de revient sur les statuts monétaires une partie importante du capitalisme industriel, et celui-ci sait bien qu'il peut avoir sa sécurité à y perdre.

La petite bourgeoisie épouvantée, effrayée d'une nouvelle dévaluation exige du gouvernement une double stabilisation budgétaire et économique. La hausse des prix et la déficience de la balance commerciale lui sont également sensibles, et c'est à elle en dernier ressort que va la promesse de pause du chef de gouvernement.

Les capitaux ne sortent pour personne et bien moins que jamais pour les caisses de l'Etat. Des bruits fâcheux couraient sur les prochains règlements des fonctionnaires, et Léon Blum a souligné amèrement cette concurrence entre l'économie privée et celle de l'Etat dont le démarrage de la première et la stabilisation de la seconde doivent assurer une reprise idyllique qui est bien loin de se dessiner.

LE FASCISME EST LA PAUSE QUE PREPARE LA BOURGEOISIE

Le programme économique du Front populaire s'étouffe ainsi dans le cercle fermé de son programme. Un peu d'air s'infiltrait depuis juin, à travers précisément les fissures de ce programme, grâce à la réflation d'action directe, résultat de la hausse de juin. La circulation des capitaux à la base s'est montrée insuffisante à un triomphe sur la crise. Des intérêts monstrueux se liguent contre les réformes partielles et momentanées. La conquête totale du pouvoir est le but visé par ces intérêts, à travers l'échec de l'expérience Blum, et par le canal d'une autorité concentrée dans les mains de la classe bourgeoise.

Tandis que le monde ouvrier en la personne de ses chefs s'obstine dans des réformes qui ne peuvent avoir d'autre aboutissement qu'un retour accéléré à la situation précédente, avec en plus le doute qui s'infilte à travers l'échec et la lassitude qui suit l'usure des forces dans la lutte stérile, le monde capitaliste impose indirectement sa volonté par une masse petite-bourgeoise de plus en plus aigrie et méfiante et qui s'abandonne à la solution toute simple d'une économie réglée et planifiée pour la sauvegarde de son sort et la confiance de son lendemain.

LUC DAURAT.

NOTRE LIBRAIRIE

Réservez au Libéraire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Crapouillot, 10 »	
Dossier des fusilliers (après le 30 juin de Staline), 5 »	
Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Céline, 7 50	
Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon, 2 »	
Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide, 6 »	
Les Impérialismes et la Révolution espagnole, Jean Bernier, 1 »	
Pourquoi les églises brûlent en Espagne, Hem Day, 1 »	
Désobéir, par Vlamincq, 12 »	
Refus d'obéissance, par Jean Giono, 6 50	
Les Damnés de la Terre par Henry Pouille, 18 »	
Le Pain Quotidien par Henry Pouille, 15 »	
L'Education sexuelle, de Marestan, 15 »	
Evolution et Révolution, de E. Reclus, 15 »	
La Conquête du Pain, de P. Kropotkine, 15 »	
La Douleur universelle, de S. Faure, 15 »	
L'Éthique, de Kropotkine, 18 »	
Réformes, Révolution, de Jean Grave, 15 »	
L'Inévitable Révolution, Un prospect, 15 »	
Le Socialisme en danger, Domela Nieuwenhuis, 15 »	
La véritable révolution sociale, Sébastien Faure, 12 »	
Au Café, par Errico Malatesta, 1 vol. relié, 3 »	

NOS BROCHURES

Chaque brochure : 0 fr. 60

Les 12 propos subversifs de S. Faure :

La fausse rédemption — La dictature de la bourgeoisie — La pourriture parlementaire — Leur Patrie — La morale officielle... et l'autre

Pendant que des milliers d'ouvriers sont en chômage...

Dans la géhenne des taudis parisiens

Quand vous suivez l'avenue Ledru-Rollin en venant de la place Voltaire, vous admirez ces beaux immeubles neufs sur la droite après la rue Bastille et pensez : « Les habitants du 11^e sont soignés, leur sort s'améliore » et votre cœur s'attendrit sur la sollicitude des députés et conseillers municipaux de l'arrondissement.

Mais, poursuivant votre chemin, s'ouvre cinquante mètres plus bas la cité Lesage-Bulbourde. Il serait vain de rechercher à quelle époque reculée remonte le pavage de la cité. Contentons-nous donc d'avancer en ouvrant des yeux étonnés sur ces énormes bâtiments lépreux et noirs, d'une saleté qui dépasse celle du fameux « barrio chino » de Barcelone.

Là, c'est le ghetto parisien.

Pénétrons au numéro 6, par exemple, ces bâtiments forment un bloc et, derrière, un deuxième bâtiment que l'on ne peut voir de la rue est séparé du premier par une cour de 3 mètres de large.

Montons, en évitant les trous où manque le carrelage ou la pierre. Il faut tenir la rampe, simple tige de fer rouillé qui tremble sous votre main car les marches de l'escalier sont si usées au milieu que, par temps de pluie, vous pourriez glisser.

Cet escalier est très étroit, toujours imprégné d'humidité. Entre chaque étage, vous voyez des soupiraux sans carreaux par lesquels le vent souffle dans la maison. Des débris de vitres et des toiles d'araignées partent, des papiers sales et détreillés...

Les cabinets dans l'escalier, sans porte, se signalent de loin à vos narines par de puissantes senteurs...

Enfin, arrivé au palier, s'ouvre devant vous un interminable couloir, si obscur que vous devez, pour trouver votre chemin, vous éclairer d'un briquet ou d'une allumette.

Ce couloir — un boyau plutôt — qui ne dépasse pas en largeur quatre-vingts centimètres, s'étend sur une centaine de mètres. Une gluante impression de moisissure et d'humidité vous envahit.

Alors vous cherchez les lamentables habitants de cette cité de cauchemar. Mêlés aux Français, il y a là beaucoup de Polonais, des Italiens, d'autres venus d'un peu partout. Tous, ou à peu près, ont cependant un air qui leur est commun. La peau décolorée sur leur visage aux traits tendus, les yeux brillants dénotent trop vite les marques de cette accompagnatrice inévitable de la misère moderne, la phthisie. Ceux qui échappent à la tuberculose restent cependant des affamés, des sous-alimentés permanents. Pourtant certains locataires font quand même des prodiges pour lutter contre cette ambiance dégradante.

On trouve parfois une chambre entretenue avec amour, propre. Mais l'humidité demeure et la santé est atteinte, chez tous. Depuis longtemps j'ai cessé de m'étonner quand on me parle de telle personne partie en préventorium. Soins inutiles puisqu'il y a toujours le retour au « foyer », c'est-à-dire une pauvre chambre « meublée » d'un lit de fer, au linge incertain, d'une table branlante, d'une chaise enfin. Ce sont les solitaires. Quelques portraits de famille et c'est tout.

Ceux dont les fenêtres donnent sur la cité — qui est relativement large — ont la lumière du jour. Ils peuvent contempler les taudis d'en face. Mais pour un de ceux-ci, il y en a trois qui sont dans une demi-obscurité permanente, car le bâtiment de derrière leur masque la lumière.

Il n'y a pas un logement sur vingt qui soit chauffé en hiver. Aussi les chômeurs, très nombreux, se lèvent tard, ils ont moins froid.

Tous les étages sont ainsi, et toute la cité. Vous descendez prudemment les escaliers où stagnent odeurs et miasmes putrides.

Vers midi, vous rencontrez des jeunes filles aux visages pâles, des petites ouvrières. Et dehors vous aspirez à pleins pmons l'humidité de la rue que vous trouvez délicate.

Alors, vous poursuivez votre chemin et en tournant à gauche, vous êtes dans le passage Bulbourde. Une usine est là, devant vous. Et vous dirigeant vers la voûte qui s'ouvre sur la rue Keller, vous constaterez qu'à gauche, les effroyables taudis continuent avec leurs courtes minuscules, leurs fenêtres sombres, le linge suspendu devant.

Et il y a des fosses, bien sûr. Mais il n'y a ni jardin, ni square dans le voisinage,

plaise ! — pas mal d'illusions. Ce qui est d'ailleurs fort heureux car autrement l'existence ne serait pas vivable.

Il fut assez anarchiste dans sa jeunesse pour avoir collaboré un certain temps au Libéraire. Il raconte même dans des pages citées plus loin quelques anecdotes fort savoureuses sur Matha et Ravachol. Et ce n'est pas faire preuve d'esprit partisan

Il est présentement assez difficile de se faire une idée exacte de la situation ; les opinions défendues varient selon la position de ceux qui les émettent ; pour les partis de gouvernement tout va bien, pour les autres tout va mal et chacun d'invoquer les chiffres pour étayer la démonstration.

Les lois dites sociales votées dernièrement ont accordé aux travailleurs des avantages de principe que les forces d'argent essaient de paralyser pour éviter contre la volonté unanime qu'ils ne deviennent de fait. On est traditionaliste au pays de la liberté et de l'égalité où tout le monde se dit républicain ; aussi les modernes féodaux et ceux qui les défendent conçoivent-ils mal que des travailleurs gentils un peu aux joies de la vie que peut procurer un bien-être créé de toutes pièces par le travail de l'homme.

En bonne orthodoxie, l'homme doit être enchaîné éternellement ; il en était ainsi avant... mais le désir, les besoins de mieux-être ne sont pas l'appanage d'une seule catégorie d'individus ; ils sont humains et sont l'aiguillon dont l'homme est tourmenté dans sa marche vers l'avenir, qui se traduit par des révoltes collectives.

Les exigences (qui devraient être un droit imprescriptible tant elles sont légitimes) se sont traduites par des revendications de salaires et de loisirs, mieux-être et liberté : rêve de l'esclave, éternelle formule de l'opprimé.

Qui fera les frais de cette aventure ? Qui supportera les frais de l'appauvrissement du pays ? demandent nos modernes féodaux qui clament par avance que la production diminuera du fait des quarante heures sans tenir compte aucun des 450.000 chômeurs qui ne trouveront pas même à s'employer. Mais nous pourrions aussi leur demander pourquoi et en vertu de quels droits avez-vous des stocks de produits manufacturés qui sont du travail accumulé ? pourquoi ces réserves immenses, pléthoriques — qui asphyxient la vie économique — banques, mines, comptoirs industriels et commerciaux ? L'ouvrier veut vivre en travaillant ; il faut lui en accorder les moyens. Et quand il veut travailler pour vivre il revendique un droit que nul ne peut lui refuser. Or, c'est de ces contradictions absurdes que le monde entier meurt. Le génie économique doit cesser ; les forces qui dirigent au gré de leur désir pour connaître toujours plus la volupté de posséder doivent courber sous la loi commune.

Mais la loi à ce jour ne les atteint pas, elle n'est pas faite pour eux ; ils sont encore en fait les maîtres ; ils ont l'argent et le gardent, le refusant ainsi à un régime qui ne leur manifeste pourtant pas une hostilité trop grande, car le gouvernement est faible devant les forces d'argent, il n'est que de se en rapporter à une motion de la gauche révolutionnaire du P. S. groupant leur demander : pourquoi et en vertu de 702 mandats contre 662 pour voir que cette vérité s'impose à tous, même aux plus partisans du gouvernement, qui : « Constate avec regret que, sous la pression des forces capitalistes, s'exprimant par la censure du Sénat, les combinaisons des chefs radicaux, le sabotage patronal, la fuite des capitaux, etc... »

« 1^o La politique initiale de lutte contre les oligarchies financières s'est peu à peu

car on ne saurait tenir compte du carré d'herbe appelé square Parmentier, seul square du XI^e d'ailleurs !

Je n'ai pas voulu vous parler des punaises, inévitables dans ces taudis. Mais il y a les rats, ces rats, magnifiques eux, qui se promènent dans les cours, montent dans les couloirs et escaliers.

Un brave homme de la rue de Charonne aime à parcourir le soir, avec ses trois chiens, la cité Lesage-Bulbourde, la rue des Tailleurs, le passage Thierf.

« Ils font chacun leur douzaine de rats », m'explique-t-il...

Et je rejoins la Bastille en songeant que la cité Lesage-Bulbourde n'est qu'un exemple entre d'innombrables et en pensant aux milliers de chômeurs du bâtiment dont la pioche et la truelle restent inemployées...

MAURICE DELAUBE.

RÉPÉTER POUR QU'ON ENTENDE

tempérée, puis transformée en une politique ménageant les intérêts capitalistes ;

2^e L'action directe du prolétariat, saluée par le Congrès de Huyghens, a été freinée puis désavouée publiquement au nom d'une « paix sociale » constamment violée par les puissances capitalistes. »

Les difficultés financières vont apparaître. L'héritage déjà lourd d'un Etat endetté, un budget aux dépenses excédentaires, des ressources nouvelles pour préparer la future dernière guerre, les difficultés économiques provoquées par la saturation des marchés, la difficulté pour l'Etat de se procurer des ressources pour faire face à des dépenses improductives, autant de raisons qui troubleront la vie économique. Où le gouvernement trouvera-t-il les ressources nécessaires ?

Dans l'emprunt ? peu de chance. En agissant sur les prix disent les propriétaires, c'est-à-dire en supprimant les lois sociales dont ils ont accentué sur le papier les incidences pour mieux les combattre.

Dans l'impôt alors ? Ce serait en fin de compte pour le gouvernement la solution la plus pratique mais il faudrait pour cela pouvoir récupérer sans gêne trop grave les sommes nécessaires sur une consommation forcement limitée, or on ne le peut que sur un volume de billets en circulation plus grand, en élargissant l'assiette de l'impôt et cela c'est de l'inflation, une nouvelle faillite. Ça ruinerait à nouveau l'épargne et les rentiers, ce dont les salariés se soucient fort peu d'ailleurs.

Le gouvernement s'en défend. Mais l'intention n'est pas tout ; il avait bien jadis qu'il ne dévaluerait pas la monnaie, or, il l'a fait dans de mauvaises conditions ; il est donc des nécessités auxquelles il peut être acculé financièrement s'il a devant lui des forces économiques supérieures. A l'oublier ou à le négliger, le gouvernement de Front populaire se prépare et prépare de graves désillusions car une catastrophe financière dont il pourrait être rendu responsable porterait un coup mortel aux améliorations obtenues par les travailleurs dans la lutte incessante qu'ils mènent pour des conditions de vie meilleures.

N.

P. S. — Dans mon dernier article j'ai commis une erreur, l'indice 540 est celui de fin décembre, celui de fin janvier 562.

La voix des chômeurs

Devant le mécontentement grandissant des chômeurs, l'Union des comités a pris l'initiative de réclamer au président du Conseil qui semble se désintéresser des chômeurs, l'augmentation de 30 % de l'assurance qui nous est faite ; certes, ce n'est pas cela, que veulent les chômeurs, mais du travail pour tous.

C'est ici qu'il faut s'entendre, l'on a dit 30 % sur l'allocation actuelle ; or, quelle ne fut pas notre surprise de voir dans le compte rendu de la délégation, après du grand camarade Blum que cette délégation ne demandait que 2 francs de plus pour le chef de famille, 1 franc pour sa conjointe et 0 fr. 50 par enfant ; ce n'est pas cela qui a été dit à Japy et ailleurs ; il ne faudrait tout de même pas se fier de nous plus longtemps. Et sur l'échelle mobile et le rappel au 1^{er} janvier, silence complet.

Blum a répondu à la délégation reçue par lui le 25 janvier qu'il tenait à consulter les ministres du Travail et des Finances. Est-ce que le Président du Conseil qui connaît le but de cette visite n'aurait pas pu consulter ses collègues avant et donner une réponse précise à ceux qui réclament la possibilité de manger tant bien que mal.

Mais si l'augmentation de notre allocation est désirable nous préférons cependant du travail. Pour cela, un peu moins de bataille, faire respecter la loi de 40 heures, ne pas la boycotter comme dans les mines où pour activer les travaux de l'Exposition ; accorder aux vieux travailleurs une pension raisonnable, qui leur permettra de vivre leurs derniers jours sans être dans l'obligation d'aller crever à Nanterre, à Bicêtre ou ailleurs. Et aussi pourquoi ne jeterions-nous pas un coup d'œil sur certains cas de cumul. Nous connaissons un fonctionnaire dans une mairie de front populaire qui gagne 5.000 francs par mois et sa femme 600 francs ; tandis que nous connaissons une mère de famille chômeuse, seule avec deux enfants, qui touche 35 francs par semaine. Est-ce normal ?

Allons ! messieurs qui faites les lois, songez un peu aux désertés et ne mécontentez pas d'avantage ceux qui vous ont mis là où vous êtes. — A. Robisson.

LA BOITE AUX BOUQUINS

“ Désobéir ” de Vlamincq

Il y a déjà un certain temps que nous voulions signaler aux lecteurs du Libéraire la dernière production littéraire de Maurice Vlamincq, le peintre au couteau qui avait attiré notre attention non seulement par ses œuvres antérieures, mais encore par la critique abondante et diverse qu'il a suscitée son dernier livre : Désobéir.

Désobéir ! ce seul titre pourrait suffire à résumer l'esprit général du bouquin. Car d'un bout à l'autre ce n'est qu'une longue désobéissance littéraire aux conformismes de notre temps.

Ce refus quasi absolu d'adhérer à aucune des idées, à aucun des mots d'ordre courants a suffi à faire qualifier Vlamincq « d'anarchiste intégral » tant il est vrai que, pour bien des gens, l'anarchisme se confond avec une sorte de nihilisme dont le prolongement social logique devrait naturellement conduire au suicide.

Détrompez-vous, bonnes gens, l'anarchisme ce n'est pas tout à fait cela...

Vlamincq qui refuse « tout » en bloc a cependant prouvé qu'il était un créateur puisque dans sa fonction qu'il dit natu-

relle, qui est de peindre des tableaux, il fait figure de maître, sinon d'inspirateur d'école.

Aussi à intervalles réguliers Vlamincq se venge-t-il de ce qu'il participe, qu'il le veuille ou non, à la vie collective, en clamant des apophtegmes et des sentences où le mépris de ses contemporains le dispute à son amour des « lois certaines de la nature ».

Vlamincq, c'est l'individualiste à tous crins. Il trouve d'excellentes raisons pour en vouloir aux machines, aux femmes, aux esthètes, aux conserves en boîtes, aux ouvriers, aux patrons, à la guerre et aussi aux pacifistes, à Henry de Montherlant, à tout et à tous.

Mais il n'y a pas cependant dans ces invectives corrosives, ce poison corrompeur des livres de Céline. Il n'est pas inhumain, ni antihumain. On le voit au contraire sensible aux misères humaines. C'est un type que la meule de la vie moderne fait hurler.

Mais il prend tout de même soin de recopier ses hurlements et de les diffuser dans ses livres. Preuve qu'il n'est pas si individualiste, ni si désabusé, que ça, et qu'il doit encore avoir — ne lui en dé-

Au “ Libéraire ”, au temps de Ravachol

« Vers 1896, je collaborais au journal Le Libéraire.

Le Libéraire avait ses « bureaux » rue d'Orsel. Ils consistaient en une simple baraque de bois élevée dans le fond d'une cour, derrière un immeuble noir et pauvre. On y rencontrait de ces vieux militants dont les bourgeois paraissent comme de monstres asphyxiés de sang et qu'ils décriaient comme des bandits.

A l'époque de Ravachol, d'Emile Henry, de Vaillant, le journal Le Libéraire était le seul organe qui osât batailler contre le capitalisme. En guise de récompense et de salaire, ses rédacteurs étaient toujours sûrs d'écoper de quelques mois de prison.

Certains soirs, nous nous réunissions autour d'une tasse de thé qu'offrait Matha, principal rédacteur et gérant du journal. On palabrait tard dans la nuit, et quand nous sortions dans la rue, les flics rôdaient. Le frère d'Henry : Fortuné Henry, Vige Ameryda, Charles Malato, Georges Pioch étaient des habitués du repaire.

Manquant continuellement de fonds, le journal paraissait irrégulièrement, et souvent Matha exprimait les craintes les plus sombres : disparition définitive ! Il répondait aux doléances ou aux menaces en nous mettant le bilan sous le nez et en nous proposant pour exemple ceux qui avaient été jusqu'à donner leur vie pour l'idée, pour la « Cause » !

Malgré tout, l'espoir de réformer le Monde ne nous abandonnait pas. Nous nous sentions animés d'une Foi capable de nous imposer les plus grands sacrifices.

— La presse bourgeoise ! nous disait un soir Matha, elle a peint Ravachol comme un monstre ! comme un vil nécrophore ! Alors que Ravachol était un brave cœur, un brave type qui nourrissait par son travail sa mère et son jeune frère. C'était un être courageux, simple, désintéressé...

« Un matin, continua Matha, les journaux relatèrent le décès d'une bourgeoise de la haute. On racontait qu'à la prière de

la défunte, le mari l'avait fait enterrer avec tous ses bijoux. Il y en avait pour soixante mille francs !... Soixante mille francs de perdus pour tout le monde !... Soixante mille francs enterrés inutilement avec cette morte !

Cela révoltait l'esprit logique de Ravachol. Il dit simplement :

— Je vais aller les chercher !

Sans tarder il se renseigna et, le lendemain, à deux heures du matin, muni des outils indispensables à son entreprise, il escaladait les murs du cimetière.

Il pénétra dans la petite chapelle mortuaire. La pierre du sépulcre n'était pas encore posée. Il descendit dans le tombeau, ouvrit le cercueil. Suffoqué par l'odeur du cadavre, il mit le feu aux couronnes et aux bouquets... Il écarta le linceul... Il souleva la morte...

Les bijoux n'y étaient pas. Les journaux bourgeois avaient menti... Et le mari aussi !

PARIS-BANLIEUE

Les correspondants sont informés que la copie de Paris-Banlieue et Voix de Province doit parvenir à la rédaction le lundi soir au plus tard.

DANS LE V°

Une bonne réunion

Bonne réunion pour le groupe du 5^e ou 25 personnes ont écouté le camarade Dourneau parler d'abord dans un clair exposé du problème espagnol et ensuite du tournant du P. C. et de son intervention en Espagne. Pour clore la réunion il fut accordé à l'activité philosophique anarchiste et fut attentivement écouté par les sympathisants.

Nous ferons dans quelques jours une autre réunion où j'espère, un grand nombre de sympathisants seront présents. — Pour le groupe : Gilbert.

PARIS-V° ET VI°

Jeudi a été faite une petite causerie par notre camarade Dourneau, sur la Révolution espagnole. Son exposé a produit une forte impression sur l'assemblée de camarades et de sympathisants. Bons débuts pour le groupe des 5^e et 6^e, et en avant pour un plus grand effort.

Tous les dimanches matin, le « Lib. » est en vente au marché Mouffetard, ainsi qu'à une librairie qui est installée au « Bout du Monde », 2, rue Broca, dans la Moutillart.

AULNAY-SOUS-BOIS

Centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne (Comité local, 4, rue des Ecoles)

Recettes. — Jacques Saint Pierre, 100 fr. ; P. O. I. (versé par Robin, 40 fr. ; Durand, 10 fr. ; Sotél, 5 fr. ; Groupe Anarchiste d'Aulnay, 1^{er} versement, 94 fr. 50, 2^e, 125 fr. 30, 110 fr. 75 ; Gallo, 50 fr. ; Espinasse, 10 fr. ; X..., 3 fr. ; Chantier de l'Hirondelle, versé par Chabaud, 1^{er} liste, 44 fr. ; 2^e liste 45 fr. ; 3^e liste 43 fr. ; 4^e liste 50 fr. ; 5^e liste 44 fr. ; Boulogne, 2 fr. ; Mme Froment, 5 fr. ; Frich, 5 fr. ; Grenet James, 50 fr. ; liste Sotél, 12 fr. 50 ; liste Coqblin, 50 fr. ; Roger Bacle, 10 fr. ; Herbaud, 10 fr. ; Auguste, 10 fr. ; Laurs, 20 fr. Total : 948 fr. 25.

Dépenses. — Location de la boutique, installation, envoi de colis et frais divers : 680 fr. 75. Reste en caisse au 10 février 1937 : 258 fr. 50. Vu par la Commission de contrôle.

BAGNOLET

Ces jours derniers, le groupe organisait une réunion de propagande, aidé d'amis comme d'Aray et Guerin. Ce fut non pas un véritable succès, « nous ne nous gargarisons point d'effet », mais de vrais encouragements de la part du public et des sympathisants qui, malgré le mauvais temps, s'étaient dérangés. Nous sommes décidés à continuer notre tâche d'émancipation totale du peuple. Cela est plus ou moins proche. Aussi, quand Frémont, dans un exposé succinct et à la fois très large, analysa les événements actuels, la répercussion de la guerre d'Espagne et la conduite, la valeur et l'honneur de nos camarades de la F. A. I. et C. N. T., tous comprirent ce que nous étions et à quoi nous aspirons et s'adressant à ceux qui voulaient vraiment lutter à nos côtés, il fit appel pour renforcer notre groupe, ce ne fut pas en vain, puisque nous avons reçu l'adhésion de plusieurs copains qui, avec nous, sont décidés à tout faire pour l'Espagne révolutionnaire, contre les politiciens conservateurs, et pour le syndicalisme dans la forme économique du communisme libertaire. Pour le groupe : Jarry.

CHELLES

La réunion publique organisée par le groupe de Chelles, le 10 passé, à laquelle prirent la parole nos camarades Coudry et Frémont, fut suspendue, bien que non terminée, afin de faire masse avec les communistes et socialistes aux prises avec les fascistes, à Montfermeil.

Malgré les calamités qu'on déverse sur nous, nous avons montré que les anarchistes sont toujours prêts à répondre au premier appel des groupements qui, comme eux, se préoccupent de l'abolition du fascisme mondial. Une fois encore la preuve est faite. — J. V.

Le journal « Le Républicain » de Meaux, du 13 dernier, au sujet de la vente à la criée des journaux sur le marché, spécifie bien la provocation de la part du P.S.F. et du P.P.F., puis qu'il dit : « C'est dans l'espoir d'une interdiction générale que les vendeurs du « Flambeau » et de « l'Emancipation Nationale » s'étaient joints à leurs adversaires. Et plus bas, il ajoute que le député-maire est tombé dans le piège. Et plus loin : « Bien joué. »

Que pensent les patrons de la manœuvre et d'un naco qui se laisse prendre, comme un simple gibier, au piège tendu à la classe ouvrière, afin de lui diminuer ses moyens de lutte par publications et brochures ?

COLOMBES

A quelques colomniens

Nous avons eu l'occasion il y a quelques mois de remettre les choses au point alors que l'organe régional du P. C. colomniens les camarades du groupe de Colombes.

Et voici que dans le numéro du 11 février, un sympathisant du P.C. écrit que nous sommes des malpropres, que nous avons accompli une écurie, une besogne de division au meeting du 3 février, pour l'Espagne républicaine, qui fut organisé par le Club de la Jeunesse de Colombes.

Encore une fois rétablissons les faits : Pourquoi Granpon, secrétaire de la J. C., au lieu de rester dans le sujet d'il y a l'apologie de l'Union Sacrée, et qui ne trouva comme argument, que d'exalter la puissance militaire de la France et de l'U.R.S.S., pour sauvegarder la paix ?

L'intervention de Frémont fut sévère, il fustigea comme il convenait ceux qui préparent les esprits à l'acceptation de la guerre. Les applaudissements que notre camarade recueillait en se dressant contre l'union sacrée, en montrant le réalisme de nos camarades espagnols, ne vous ont pas plu, tant pis.

Malgré que la V. P. pense le contraire, en fait de remettre les interrupteurs en place, l'auditoire fit bien voir à Costes que les bobards n'avaient pas cours partout.

Camarades communistes, si vous croyez diminuer à Colombes notre influence, en déformant les faits et en lançant contre nous toutes sortes d'invectives, vous vous trompez. C'est peine perdue, nous serons toujours là pour empêcher les néo-patriotes (avec la peau des autres) d'exercer leur bourrage de crânes. — A.

BANLIEUE-SUD : GENTILLY

Sabotage

Jeudi 11 février, se tenait à la mairie une conférence du professeur Feuillat des Amis de l'U. R. S. S., sur : André Gide a-t-il menti ? L'orateur ne parla pas du tout du livre d'André Gide et d'un bout à l'autre de son exposé, ce ne fut que l'apologie du procès de Moscou contre les bandits « trotskistes », la Russie armée et forte ne craignant rien, la traîtrise des condamnés, etc., etc., allant même jusqu'à déclarer que si Malaga était prise et Madrid menacée c'était la faute aux trotskistes, agents de Franco déguisés en miliciens et autres balivernes. Il cita aussi l'administration par l'U. R. S. S. de M. Mercier « homme propre » oubliant de dire que M. Mercier avait été le premier fournisseur de fonds aux Croix de feu et qu'il était administrateur de 331 sociétés, au capital de 4 milliards. Voyez l'homme propre ! Pour nous, la cause est entendue, un exploitier milliardaire admirant une révolution n'est pas une bonne référence pour celui-ci. Le conférencier fut écouté sans obstruction et fit appel à la contradiction, « Par-

lez librement » dit-il à notre camarade Monteil qui obtint quinze minutes pour situer notre point de vue, s'étonnant que les postes « pensables » de la révolution russe aient été laissés aux mains des condamnés de Moscou alors que Staline savait depuis longtemps d'après le conférencier que ceux-ci étaient des traîtres. Ceci n'eut pas le don de plaire à M. le professeur qui interrompit au bout de quatre minutes notre camarade et sabota la réunion préférant voir les ouvriers se disputer entre eux que de les laisser entendre la vérité ou tout au moins un autre son de cloche. Nous laissons les ouvriers de bonne foi tirer les conclusions d'une telle attitude et leur demandons : Où sont vos indices ?

Le Groupe Banlieue-Sud.

VERT-GALANT — VILLEPINTE — VILLEPARISIS

Enfin, le groupe libertaire s'organise et nous avisons les camarades que nous donnerons notre première conférence, vendredi 26 février, à 20 h. 30, salle Pradal, avenue Karl-Marx, Vert-Galant, Villepinte, où un orateur de l'U. A. exposera ce que nous voulons et les méthodes pour l'obtenir. Un camarade interprétera des chansons où se reflètent le mieux nos idées.

Puis, attention : inécessamment, nous essayons de faire une grande fête au profit de nos camarades espagnols, c'est pourquoi nous réclameons à tous les sympathisants de venir joindre leurs efforts aux nôtres, si minimes soient-ils, car de ceux-ci dépend le succès de notre fête et le triomphe de notre idéal. Pour les renseignements complémentaires, voir les communiqués du « Libertaire ».

Tous les dimanches, permanences café Dumel, avenue de la Gare, Vert-Galant, café Richard, 101, avenue de la Gare, Villeparisis, de 11 h. à 12 h.

VOIX DE PROVINCE

BREST

Sébastien Faure à Brest

Le groupe libertaire informe les lecteurs du « Lib. » et tous les sympathisants que notre ami fera, le dimanche 21 février, à 9 h. 30, une conférence à la Maison du Peuple, Bois-de-Boulogne, sur :

Naissance et mort des Religions

Ce sujet intéressera certainement nos camarades, à l'heure où les églises mènent une lutte acharnée contre la pensée libre.

Un droit d'entrée de 2 fr. sera perçu pour couvrir les frais.

Le Secrétaire.

DIJON

41 février 1937

Tiens, tiens... un certain parti national dit « Communiste » s'occupe de nous paraît-il ? Tant mieux camarades, nous sommes dans la voie juste, et remercions-les de nous faciliter notre travail.

43 février 1937

Rassemblement : défilé, discours. Des cris. « Trotsky assassin », « Staline assassin ». Tiens, tiens, par exemple, tous les jeunes ne penseraient donc pas communiste ? Ma foi non, les J. S. R. auxquels s'étaient joints les libertaires criaient : « A bas les deux ans » et « Amnistie ». Quel troupeau ! tout de même... dire que les jeunes refusent de faire de la chair à canon pour la glorieuse majesté du Kremlin.

LYON

Hypocrisie Stalinienne

Les nacos, vous dit de plus en plus fort. On se souvient qu'après l'échec de la révolte des Asturies et de la Catalogne d'octobre 1934, l'« Humanité » s'est répandue en insultes ignobles à l'égard de nos camarades Ascaso et Durruti. Ces deux hommes étaient des traîtres, des lâches, des vendus au capitalisme espagnol.

Maintenant que tous deux sont morts en héros sous les balles du fascisme, nos tristes sires cherchent à accaparer à leur profit la mémoire de nos chers disparus. C'est à ne pas y croire, ils ont baptisé la section de Montplaisir du secours populaire de France du nom de « section Durruti » et à Saint-Pons ils vendent des cartes portant l'effigie de notre camarade. Sans doute veulent-ils faire croire à tous les leu-leu-leu qui les suivent que Durruti s'était converti au bolchevisme avant de mourir !

Les fascistes rouges ont déjà voulu nous prendre Louise Michel. Maintenant ils essayent de nous voler les héros de la F. A. I. ceux qu'ils installaient naguère, ceux qui sont morts sur le champ de bataille, en pleine guerre, ceux pour lesquels messieurs les ronds-de-cuir nacos ne savent que se prosterner devant Staline-le-Tueur et palper la bonne galette que leur fournissent les paupers payants de la base.

Nous devons sans cesse dénoncer cette hypocrisie. Durruti est à nous, rien qu'à nous, nous ne laisserons pas annexer sa mémoire par les nacos professionnels. M. Lavorel.

MARSEILLE

Sous l'œil paternel de la Police

En collaboration avec le syndicat inter-corporatif C. G. T. S. R., la Fédération Anarchiste des Bouches-du-Rhône, insurge par ses groupes, alerta mercredi dernier la population marseillaise pour venir manifester son dégoût à M. Dorgères, chef des fascistes en chemise verte qui venait salir nos pavés. Malgré sa préparation hâtive et le sabotage systématique des professionnels de l'Anti-fascisme qui se fâchent contre les ouvriers et les dégoûtent de leur lutte, en prenant leurs affaires en mains pressées, malgré le dégonflage de ces Messieurs du 82, de la Canebière et ceux du 45, de la rue Sainte, notre contre-manifestation fut assez bien réussie.

Avant 18 heures, les anarchistes et anarcho-syndicalistes, dont une centaine de camarades du Parti Ouvrier Internationaliste, prirent position devant le Collège, bd Dugommier, où Dorgères devait baver pour la 1^{re} fois : mais l'heure passa et pas de Dorgères ! Le bruit circula que les fascistes vont se réunir au cours P.-Puguet : en foule, nous partions : la chasse aux rats est ouverte ; mais arrivés devant leur tanière, plus de fascistes ! Ayant vu arriver un troupeau de flics rue Grignon, au Cercle Républicain, aucun doute, les fascistes s'y trouvaient et Dorgères bavait sous l'œil paternel de la police. Cela, grâce à la veulerie du P. C. et du P. S. qui préfèrent faire des parades plutôt que de l'action réelle. Le scribe commença durant deux bonnes heures. Dormirent-ils là-dessus ? Non, les v'là, ils sortent ! Ils étaient à peine 80, et pris de pitié, nous les avons laissés passer. Mais ce n'est que partie remise, n'est-ce pas, camarades ?

A. Pascal.

Fédération Anarchiste des Bouches-du-Rhône, en accord avec l'Union Locale de la C.G.T.S.R. Ces deux organisations invitent tous les camarades à venir nombreux à la réunion.

Dimanche matin au Bar Provence, cours Linaud, 2.

Pour assister au tirage de la tombola, émise en faveur du camarade Fauchet.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE

Les lecteurs du Libertaire, ainsi que tous les révolutionnaires qui ont compris que seule l'action directe permettra d'établir une société meilleure, doivent nous apporter leur aide en assistant à nos réunions mensuelles, ainsi qu'à celles du samedi, bar Landrin. Notre tract mensuel est paru : que chacun vienne le retirer pour en assurer la diffusion. La prochaine réunion mensuelle aura lieu le dimanche 28 février à 10 heures, bar Landrin, à Saint-Antoine.

SAINT-HENRI (VALLEE-DE-SEON)

Après la Conférence filmée

Le passage dans la Vallée de Seon de la tournée de conférences avec film organisée par le groupe anarchiste, jeudi 23 janvier, s'est déroulée devant une salle archi-comble. Couissinier, du groupe, prend le premier la parole. Il tient à démontrer l'arrestation scandaleuse, sous un gouvernement de front populaire, du camarade Bine, condamné à quatre mois de prison à Toulon, et celle de Marchand, en Belgique, pour avoir aidé la révolution espagnole. Ensuite Ridel lui succède et pendant une heure dit tout ce qu'il a pu voir en Espagne, le courage héroïque du peuple espagnol. Ainsi que l'espoir ardent, dans la victoire finale pour la construction de la nouvelle société basée sur le bien-être, la justice et la liberté. La salle lui fait une vibrante ovation.

Huart, à son tour, fit un tour d'horizon sur la genèse du drame espagnol, dénonçant l'entente avec Franco et l'appui que lui fournit le capitalisme international, ainsi que l'inflame blocus, pratiqué par la France de front populaire envers les frères espagnols. Il lance un appel aux groupements des forces prolétariennes révolutionnaires et aux syndicats à l'action, devant la faillite des partis politiques et la lutte à mener contre les dangers de guerre et de fascisme. Après la projection sur l'écran, de la formation à Barcelone, après l'écrasement des fascistes, de la Colonne Durruti, la première partie pour Saugosse, où au passage de notre cher Durruti le public manifesta sa sympathie. Des applaudissements saluèrent les remparts en flammes, des églises servant de forteresses aux chiens fascistes, puis les images et idoles du clergé, brûlant sur les places publiques symbolisant la disposition du passé et l'espoir immense de tout un peuple dans l'avenir d'une ère nouvelle de liberté et de bien-être.

NANCY

Malgré le boycott organisé contre nous par l'organe confédéré régional, « Le Réveil-Ouvrier », sur lequel il était légitime de compter être inséré tant, par ailleurs, groupés à la C. G. T. ; nous ne pûmes, &c. ce fait, nous réunir qu'à quelques-uns, malheureusement.

En principe, notre groupe se trouve être constitué.

Il est ressorti, très nettement, au cours de la conversation entre les copains présents, qu'il convenait, désormais, de changer l'horaire de nos réunions du soir. Tous, prenons bonne note des concours qui se sont présentés, à l'issue de la réunion du 13 ; et, par la même occasion, conviendrait de réunir tous nos camarades, des deux sexes, pour assister nombreux à la réunion prochaine qui aura lieu mercredi 3 février, à 20 heures 30, Maison du Peuple, 2, rue Drouin.

Un Copain du Groupe Libertaire.

NARBONNE

APPEL AUX CAMARADES

Lors du meeting de commémoration du 12 février, un orateur syndicaliste et socialiste, faisant l'histoire du mouvement local, rend un hommage public aux membres du groupe libertaire « Elisée Reclus », qui dès les premières heures du 12 février 1934 furent avec l'appui d'un camarade, les premiers à organiser le défilé de la grève générale. Ce jour-là, comme chaque fois qu'un danger menace nos maîtres libérés, et notre bien-être, bien relatif, les anarchistes surent montrer ce qu'ils sont : des révolutionnaires conscients.

Vous ne pouvez, vous n'ignorez pas que si les manifestations grandioses du 12 février 1934, firent se terrer le fascisme, celui-ci n'en existe pas moins et n'est pas moins dangereux. Les dangers de guerre n'ont pas diminué, mais sont plus précis que jamais.

Le moment est donc venu de se regrouper, pour monter notre combativité.

Pour le soulèvement révolutionnaire d'Espagne ; contre le fascisme ; contre le mensonge de la défense nationale ; pour l'indépendance du mouvement syndical ; pour l'éducation libertaire des travailleurs.

Le groupe se réunit tous les vendredis au café Arlier, boulevard Voltaire, exceptionnellement réunion samedi 20 février.

CONGRES ANARCHISTE REGIONAL DE GRENOBLE

30 et 31 janvier 1937

Groupes représentés : Aix-les-Bains ; Annecy ; Annemasse ; Ardeche ; Chambéry ; Genève ; Grenoble ; Romans ; Saint-Priest et différents camarades isolés.

Le congrès fut, d'un bout à l'autre, empreint de la plus grande cordialité.

Chacun fut unanime à déplorer la division du mouvement anarchiste et s'engagea, en attendant que l'Union indispensable se réalise, à entrer en commun sur des bases et dans des buts déterminés.

La nécessité d'une organisation et d'une coordination sérieuses des efforts de tous fut ressentie par tous et, en fin de congrès, la résolution suivante fut adoptée :

Ordre du jour (adopté à l'unanimité)

Le Congrès de Grenoble des 30 et 31 janvier 1937.

Après avoir reconstitué la Fédération du Sud-Est, décide de former un Comité de correspondance qui aura pour mission de consulter les groupes sur les divers événements présents et à venir, de recevoir les suggestions des groupes, suggestions qui serviront de base pour l'action à mener.

Le Congrès décide de se tenir dans l'expectative, jusqu'à la fin de l'U. A. et de la F.A.I. et de militer pour une union sur la base de tout le mouvement anarchiste, tout en entretenant avec tout organisme libertaire les mêmes relations amicales et une collaboration pratique aussi large que possible.

Il est entendu que chaque groupe reste libre d'adhérer à l'une des deux centrales ou de rester dans l'autonomie.

Chaque membre de la Fédération conserve l'entière liberté d'adhérer au groupement économique qui lui convient sans abdiquer son idéologie libertaire.

A PUIGCERDA

Les camarades lecteurs du « Libertaire » sont avisés que le groupe de Langue Française de Puigcerda continue à fonctionner.

Nous invitons les compagnons à nous écrire pour toute demande de renseignements.

Nous pouvons nous charger de livrer à tous les groupes qui nous en feront la demande, des foulards, tableaux, insignes, brochures françaises et espagnoles. Ecrire à Albert Péric, hôtel Salvat, Bourg-Madame.

LA SECTION FRANÇAISE DE BARCELONE BILAN FINANCIER

Recettes : Collectes effectuées à Barcelone d'octobre au 6 février, 533 fr. 35 ; rapport journaliers, 25 fr. ; vente carnets de la section 30, 30 fr. ; liste Marius Berger, 378 fr. ; liste du « Semeur » par Delicé, 200 fr. ; listes 8 et 9 Danjean, 278 fr. ; Comité Anarcho-Syndicaliste, 500 fr. Total : 1.944 fr. 55.

Dépenses : Permanences du 15 octobre au 6 février, 1.010 fr. ; frais pour le Bulletin, 340 fr. ; dépenses papiers, lettres et carnets, 75 fr. ; papiers, cartes et calicos, 82 fr. ; contrats et consommations de téléphone, électricité et local, 148 fr. ; solidarité aux camarades, 75 fr. ; garage et frais de voiture, 70 fr. ; achats pour le front, 45 fr. Total : 1.890 fr. 85.

Reste en caisse : 53 fr. 70.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Les yeux s'ouvrent...

Parmi la nombreuse correspondance que nous envoyait des jeunes camarades socialistes ou communistes, nous avons pensé qu'il était utile d'insérer l'ordre du jour suivant, voté à l'unanimité par le groupe J. S. de Mailly-la-Ville. Il caractérise bien la volonté de certains jeunes décidés à rester révolutionnaires, malgré les piroquettes et compromissions de leurs partis.

Le groupe des J. S. de Mailly-la-Ville (Yonne), réuni le 21 janvier 1936, après avoir examiné la situation actuelle — tant nationale qu'internationale — et les actes du Gouvernement Léon Blum, refuse sa confiance au Gouvernement de Front Populaire, à direction dite socialiste, qui n'est qu'à la remorque du parti radical et qui cède au chantage des « 200 familles », qu'il avait pourtant promis de combattre en période électorale ;

Refuse sa confiance au Gouvernement qui maintient les deux ans et augmente les crédits de guerre ;

Refuse sa confiance au Gouvernement qui veut augmenter les périodes de réserve, qui menace de militariser les femmes, qui condamne nos camarades soldats militants ouvriers et qui envisage — comme les pays fascistes — la préparation militaire obligatoire ;

Refuse sa confiance au Gouvernement qui laisse saboter les lois sociales que les ouvriers ont arrachées de force grâce aux grèves, qui laisse les capitalistes faire la hausse des prix, qui fait perdre ainsi à la classe ouvrière les quelques avantages qu'elle avait acquis par son action ;

Refuse sa confiance au Gouvernement qui ne s'agit pas avec assez de sévérité contre les ligues fascistes, qui ne sont dissoutes que sur le papier ;

Refuse enfin sa confiance au Gouvernement qui base sa politique sur le souci principal d'assurer confiance aux capitalistes et qui, par ce compromis, ne donnera au peuple ni le Pain, ni la Paix, ni la Liberté.

NOS RÉUNIONS

CONVOCATIONS DE LA SEMAINE

Commission d'Initiative de l'Union départementale de la Seine. — Lundi 1^{er} mars à 21 h. au « Libertaire », que chaque groupe de la région parisienne envoie un délégué.

Ordre du jour : L'Assemblée d'information.

Commission administrative. — Samedi 20 février à 16 heures au local habituel.

III^e, III^e, IV^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 92, rue des Archives.

V^e et XIII^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, avec l'U. A., 22, rue Broca.

IX^e. — Avec le groupe de l'U. A.

X^e. — Tous les samedis à 20 h. 30, 17 bis passage Hérard, café Gadiner.

BULLETIN D'ADHÉSION à la Jeunesse Anarchiste Communiste

Nom Prénom

Adresse

déclare adhérer à la J. A. C., Groupe de

et je vous adresse le montant de ma cotisation 1937 (six francs) par chèque postal (Paris R. Caron 963-75), par mandat. (Biffer la mention inutile.)

Bulletin à découper et à adresser à la J. A. C., 9, rue de Bondy, Paris-10^e

XIV^e. — Tous les vendredis à 21 h., au 36, rue de Vanves.

XV^e. — Tous les mercredis, salle Jourdan, 69, rue de la Convention, à 21 heures.

XVI^e. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 h., chez Cuvillier, 50, avenue des Moulins, Boulogne-Billancourt.

XVII^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, au bar des P.T.T., 49, rue Duhamel.

Cette semaine, réunion vendredi 19, même heure, même lieu.

XIX^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, salle Quenelle, 70, rue de Flandre, Le 23, causerie par R. Coudry.

XX^e. — Avec le groupe de l'U. A.

Bobigny. — Réunion du groupe J.A.C. tous les jeudis à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Columba », 56, rue de Saint-Denis.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, route de Flandre à 21 h.

Nogent. — Tous les jeudis à 21 heures, chez Barreau, 90, Grande-Rue. Le 26 février, causerie par un orateur de la J.A.C. sur : L'Espagne.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopérative, rue de l'Eglise. Appel à tous les sympathisants.

Pré-Saint-Gervais. — Réunion tous les jeudis, 49, rue de la Cristallerie.

Alger. — Pour le groupe écrire à André Vailant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Angoulême. — Tous les mercredis soir, à 20 h. 45, salle Francisco Ferrer, Maison du Peuple.

Pour la formation de groupes dans la région, s'adresser à Pierre Maxélin, 363, rue de Périgueux à Angoulême.

Chambéry. — Pour la formation d'un groupe, s'adresser à Bist Marcel, 5, rue de la Métropole, Chambéry.

Lyon. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 212

CEUX QUI SAUVERONT L'HONNEUR...

Pendant la grande tuerie...

La vérité sur l'opposition syndicale à la guerre dans le bassin de la Loire

A propos d'un article paru dans la Vie Ouvrière du 21 janvier sur les événements qui se produisirent dans le bassin de la Loire en opposition à la guerre, H. Raitzon a adressé à l'auteur de l'article Charles Poulain, la lettre suivante qui remet au point les faits et situe les incidents dans leur juste cadre : « Ce de la conscience ouvrière et de la fidélité à l'Internationale prolétarienne. La lettre n'ayant pas encore été publiée par la V. O., nous la publions bien volontiers en raison même de son intérêt historique. N. D. L. R.

1917. — Année trouble, dit Poincaré, où pour ce qui se passe aux armées, mais Charles Poulain dit que les ouvriers ont en fait pour de meilleurs salaires, erreur complète, et mauvaise information, Andrieu, secrétaire du Syndicat des métaux de Firminy est relevé de l'usine Jacob Holzer et dirigé sur le cabinet de Clemenceau pour de la être envoyé sur les lignes de feu. Afin de tromper la surveillance des camarades de Paris, aussitôt informé, il est descendu à Versailles et dirigé en voiture sur Paris ; devant ce fait qui est fin septembre 1917, Firminy, La Ricamarie, Le Chambon, déclenchent la grève et le soir même tout le bassin est réuni à Saint-Etienne, où la grève générale est décidée pour le lendemain, 8 heures.

Une délégation militaire et civile envoyée par Clemenceau arrive dans le bassin à 8 heures et voit la grève se déclencher sous ses yeux, métallurgie et bâtiment. Des pourparlers s'engagent pour la libération d'Andrieu et son retour à son Syndicat et son poste de travail, mais devant l'insistance de la délégation qui avait été obligée de venir discuter à la Bourse de Travail de Firminy, les métaux de la Loire réunis à Saint-Etienne le jour de la Sainte-Barbe apportent leur appui et dès le lendemain refusent de descendre dans les puits, au total 220.000 hommes et femmes en grève. De questions de salaires, aucune. Mais la libération d'Andrieu obtenue par la force syndicale qui revient à l'usine Jacob Holzer et reprend son poste de secrétaire des métaux. Cependant, et malgré les menaces d'une affiche invitait sous peine de conseil de guerre les mobilisés à retourner à l'usine et aussi

malgré la force armée qui était dans le bassin, aucune défection n'eut lieu et la reprise du travail eut lieu sous la conduite des délégués syndicaux.

1918. — Qu'il ne faut pas passer sous silence, car d'autres faits ont leur importance pour le mouvement syndical ; 1er mai grève de 24 heures qui fut réussie.

20 mai, Congrès Minoritaire où assistent Monatte, de la V. O. ; Merheim, de la Fédération des Métaux ; et Dumoulin, mobilisé à Roche-la-Molière. Une délégation rentra de Paris et venait de discuter des salaires devant le colonel Veil et le lieutenant Gouinard. Le ministre de l'Armement, M. Loucheur, étant obligé de quitter Paris pour l'Italie à la suite de l'affaire de Caporetto. Délégation qui fut sans résultat. Mais il y avait eu Zimmerwald et le Congrès reprenant les résolutions décide de déclencher un mouvement de grève pour obtenir des dirigeants de l'époque Clemenceau et autres d'entrer en pourparlers de paix avec les centraux.

22 mai, Quarante militants du bassin de la Loire sont arrêtés à 3 heures du matin dans leurs chambres par la force armée, dirigés sur la prison militaire de Clermont-Ferrand en prévention de guerre ; l'acte de guerre ; l'acte de la Loire et dirigé sur le même centre ; 176 jeunes camarades sont relevés des usines et dirigés sur les armées et plusieurs milliers de mobilisés sont relevés du bassin de la Loire et dirigés sur d'autres usines, la répression donne ses fruits et tout rentre dans le calme pendant plusieurs années, encore une fois.

Mai 1918. Pas de demandes de salaires, grève contre la guerre, l'ai en mains l'acte d'accusation du Conseil de guerre de Clermont-Ferrand qui a 45 feuillets et qui te donnera une idée exacte de ce que j'avance. Maintenant, si tu as besoin de témoignages, il est facile d'en recueillir pour vérifier l'authenticité de ce que j'avance.

1^{er} Monatte, de la V. O. ; 2^e Joubaux, de la C. G. T. ; 3^e Dumoulin, du Nord ; 4^e Lorduron, de Saint-Etienne ; 5^e Julien Martin, de Rive-de-Gier ; 6^e Bernard, Vermet, de Lyon ; 7^e Vivier-Merle, de U. D. du Rhône et le seul regret que j'ai c'est que celui qui aurait dû le répondre, Andrieu, ce que je fais à sa place, est décédé au mois de décembre 1936 et le 36 nous arrivons, les camarades de la Loire et de Lyon à ses funérailles, à Villeurbanne (Rhône).

H. RAITZON
du Groupe des Emprisonnés de la Loire, 1917, 1918, 1919.

LE GROUPE SYNDICALISTE
LUTTE DE CLASSES

organise une
GRANDE CONFERENCE
le vendredi 19 février au café « Le Tambour », 10, place de la Bastille.
Débat sur les conventions collectives.
Pour tous renseignements et adhésion, s'adresser à : Léon Duvenet, 37, rue de Paris, à Boulogne-sur-Seine.

U. A. FEDERATION PARISIENNE

Réunions et Conférences
de la semaine

Vendredi 19 Février

15^e ARRONDISSEMENT, à 20 h. 30, Salle du Tango, 86, av. Emile-Zola.

**REUNION PUBLIQUE
LES EVENEMENTS D'ESPAGNE**
Orateurs : Frémont, Douteau, de l'U.A., Marceau Pivert, 15^e section socialiste, Patonni, de la P.H.

Samedi 20 Février

SAVIGNY-SUR-ORGE, à 20 h. 30, Salle Dorgère, av. de la Gare.

**REUNION PUBLIQUE
ET CONTRADICTOIRE
GUERRE, FASCISME, REVOLUTION.**
Orateurs : Douteau, Roger Coudry.

FRANCONVILLE, à 21 h., Salle Charron, rue du Plessis.

PROPAGANDE PAR LA CHANSON
Charles d'Avray dans ses œuvres ; Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Conté ; Castella, chants révolutionnaires. Allocution par le camarade Frémont.

Mardi 23 Février

14^e ARRONDISSEMENT, à 20 h. 30, salle du Clair de Lune, 15, rue de Vanves.

**REUNION PUBLIQUE
LES EVENEMENTS D'ESPAGNE**
Orateurs : Frémont, Coudry, Douteau.

Jeudi 25 Février

17^e ARRONDISSEMENT, à 20 h. 30, Restaurant, 3, rue des Apennins (17^e).

CAUSERIE EDUCATIVE
Les instincts et l'intelligence, le mécanisme de la pensée, l'étude, la décision, l'action.
Orateur : Erdrac.

Vendredi 25 Février

GOURBEVOIE à 20 h. 30, Salle à l'Ami François, 7, av. Marceau.

**REUNION PUBLIQUE
ET CONTRADICTOIRE**
Ce que veulent les anarchistes.
Orateurs : Roger Coudry, Frémont.

NOGENT, à 21 h., Salle Camus, 49, bd de Strasbourg.

**REUNION PUBLIQUE
LES EVENEMENTS D'ESPAGNE**
Orateurs : Ridet, Douteau, Patonni.

Travailleurs,
à l'action ? - Oui !

(Suite de la première page)

Nos chers camarades savent qu'il faut, avant tout, ruiner les odieux desseins de l'agresseur et que, pour cela, l'union de toutes les forces de résistance est indispensable pour réaliser cette union, ils n'ont reculé devant aucune des attitudes et mesures que leur imposait le primordial devoir d'une étroite collaboration, dans un but précis, sur un plan limité et incontestable avec les Organisations et Partis qu'ils combattent hier et qu'ils auront très probablement à combattre demain.

Mais nos frères transpyréniens savent aussi que toute lutte, de quelque nature qu'elle soit, implique, en même temps que le besoin de défendre les positions conquises et de ne pas reculer d'une semelle sur le terrain occupé, l'obligation d'attaquer, afin de gagner du terrain, de conquérir de nouvelles positions et de s'y consolider.

Défendre les maigres libertés qui, à travers le sang, l'exil et la prison, sous la jeune République comme sous la vieille Monarchie, le Prolétariat Espagnol avait, au 19 juillet 1936, déjà conquises, c'était donc indispensable, mais ce n'était point suffisant.

Il fallait mettre à profit les circonstances pour pousser aussi loin que possible la conquête de cette intégrale Emancipation (sans Dieux ni Maitres !) qui figure au programme d'action de la C.N.T.-F. A. I. et qui résume les aspirations et l'inflexible volonté des militants de ces deux puissantes organisations.

C'est ici qu'apparaît et que s'affirme l'aspect offensif et qu'on peut qualifier de positif du gigantesque labeur auquel, depuis six mois, les révolutionnaires et les anarchistes de la région catalane se livrent avec une audace étonnante associée à cette prudente sagesse que commande une tâche de cette gravité et de cette envergure. Tâche si énorme, métamorphose si prodigieuse, transformation sociale si vaste et si profonde qu'un tel phénomène n'était rendu possible que par l'enfance d'un monde nouveau, devenu viable dans un cadre économique totalement transformé.

L'Enfant est né dans les conditions que je viens de rappeler. Guidé par ses propres instincts et sur l'ordre des Maitres dont il est le valet, Franco a voulu tuer l'enfant en évenant sa mère. Le coup de poignard de l'assassin n'a eu, pour résultat, que de précipiter l'accouchement.

Voici l'Enfant : il n'est âgé que de six mois ; mais il est de constitution saine et robuste. A tous ceux qui, dans le vaste monde, de loin ou de près, entourent son berceau de leur vigilante tendresse, il inspire les plus confiants espoirs.

Mais attention ! L'Enfant est chéri par les uns, le nouveau-né, autant qu'il est exécuté par les autres ! Les premiers ont le fervent désir qu'il grandisse ; les seconds veulent à tout prix qu'il succombe, dussent-ils l'étouffer, sous leurs hypocrites embrassements ! Ne nous y trompons pas.

Aujourd'hui, c'est autour de cet enfant que se joue la partie décisive. Tels sont les faits, les indéniables réalités.

Est-ce clair ? Avez-vous compris ? — Oui ?

Eh ! bien, maintenant, prenez votre loupe et passez attentivement en revue les forces de protection sur lesquelles cet enfant peut et doit compter.

Je suis — hélas ! — bien tranquille : vous ne découvrirez parmi ces fées bienfaitrices aucun de ces Partis, Coalitions ou Rassemblements dont le but est de s'emparer du Pouvoir, de conquérir l'Etat et de s'y stabiliser. Car tous savent que l'Enfant devenu adulte n'aura de cesse qu'après avoir démolit l'Etat qui, totalitaire ou partiel, libéral ou despotique, bourgeois ou prolétaire, capitaliste ou socialiste, noir ou blanc, bleu ou rouge, est toujours à des degrés qui varient parfois dans les détails mais jamais dans l'ensemble — rongeur, parasitaire, liberticide, et exploiteur, mas-sacrer et maltraitant.

Et je répète qu'il serait rigoureusement logique, urgent et nécessaire d'en appeler à une autre intervention, de réclamer celle-ci, de l'exiger et, dans toute la mesure du possible, de l'imposer.

Cette intervention — dont je dois laisser aux intéressés eux-mêmes le choix des moyens — c'est celle des Proletaires rassemblés dans leur organisation de classe : le Syndicat, la Fédération, la Confédération.

Vieille C.G.T., où es-tu ? A quoi penses-tu ? Que fais-tu ? Fièrement, tu te proclames grosse de plus de cinq millions d'adhérents. C'est magnifique ; mais que font ces millions de Syndiqués ?

Vieille C. G. T. te fais-tu attendre... dans le temps, pour te demander des comptes. Cette brusque poussée d'obésité te met-elle dans l'impossibilité d'agir ? Es-tu soudainement devenue lourde, massive, empê-tée, au point de ne plus pouvoir bouger ?

Je te préférerais, s'il en est ainsi, lorsque tu étais svelte, plus alerte, plus active. Mentends-tu, vieille C.G.T. ? Qu'as-tu fait du fameux Principe de « l'Indépendance du Syndicalisme » ? As-tu lié ton sort à celui du Ministère Blum et te crois-tu tenue, comme lui, de l'enfermer dans la non-intervention ?

Es-tu plongée dans l'engourdissement, la torpeur, le sommeil léthargique, peuplé de rêves édeniques et de réalités moins vaporeuses que procure à ses adeptes le « stupéfiant » politique et parlementaire versé à profusion aux masses profondes ?

Réveille-toi, vieille C.G.T. Ecoute et comprends — il est encore temps — l'appel entraînant, pathétique que t'adressent les ouvriers et paysans d'Espagne.

Travailleurs de France, vous n'avez pas

Commission administrative. — Réunion lundi 22 février, à 20 h. 30.

C. I. de la Fédération. — Réunion samedi 27 février, à 20 h. 30, local du « Libéraire ». Tous les groupes devront être représentés.

III^e et IV^e Art. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, rue des Archives.

V^e et VI^e art. — Attention, les camarades des V^e, VI^e et XIII^e sont avisés que le groupe du V^e arrondissement tient une bibliothèque tous les dimanches matin, où ils pourront acheter foudrards, brochures, insignes, au café de la Place du marché Mouffetard au 2, rue Broca.

IX^e arr. — Tous les lundis à 21 heures, café Saint-Georges, 30, rue de Châteaudun.

XI^e et XII^e. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, 170, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

XV^e arr. — Vendredi 19 février, à 20 h. 30, salle du Tango, 86, avenue Emile-Zola, meeting pour l'Espagne.

XVI^e. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins, Boulogne-Billancourt.

XVII^e arr. Saint-Ouen. — Jeudi 18 février, café, 170, av. de Clichy. Réunion réservée aux adhérents.

XVIII^e arr. — Réunion vendredi 19 février et ensuite tous les mercredis à 20 h. 30, au bar P.T.T., 49, rue Duhesme.

XIX^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 169, rue Crimée, Jeudi 25 février, causerie par le Groupe d'Autreuil : L'Autorité et la propriété individuelle.

XX^e arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle Lejeune, 1^{er} étage, 67, rue de Ménilmontant.

Argenteuil. — Samedi 20, à 20 h. 30, Maison du Peuple.

Bagneux. — Tous les lundis soir, à 20 h. 30, avenue Aristide-Brion, café Véron.

Bagnolet. — Tous les vendredis à 8 h. 30, salle Geyer, 43, rue Hoche. Les copains des Lilas qui veulent monter leur groupe peuvent se mêler en rapport avec nous.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Champigny. — Tous les derniers samedis de chaque mois chez Mme veuve François, place du Marché, à 20 h. 30. « Le Libéraire » est en vente à la Librairie Gagnière à côté de la mairie.

Clichy-Asnières. — Dimanche 21 février, à 9 h. 30, 92, rue de Paris, à Clichy.

Colombes. — Tous les jeudis au bar Colombia, 56, rue Saint-Denis.

Clamart. — Le « Libéraire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Chelles. — Les camarades désirant adhérer au groupe sont invités à s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prevost.

Courbevoie La Garenne. — Vendredi 26 février, à 20 h. 30, présidence de tous les camarades pour la réunion publique, 7, avenue Marceau, à Courbevoie.

Groupe Inter-Communal, Bantieu-Sud. — Lundi 22 février, à 8 h. 30, chez Maxim, 51, rue Fri-leuse, à Gentilly.

Drancy. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois salle Passebon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis soir à 21 heures, 125, rue de la Gare (au fond de la cour à droite).

Gagny. — Les camarades désireux de fonder un groupe libéraire dans la région peuvent s'adresser à Boyer, au « Lib » 10, rue de la République, à Gagny. Cet appel ne concerne pas les vétérétaires et les curieux.

Gennevilliers. — Vendredi 19 février, à 20 heures 30, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Formation du groupe samedi 20 h. 30, café Nauche, 69, rue Marius-Aufan.

Livry-Gargan. — Vendredi 12, à 21 heures, au siège, 44, avenue Montgolfier, gare de Gargan.

Malakoff, Vanves, Châtillon. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Norbonne. — Tous les vendredis au bar Arthur, boulevard Voltaire.

Nogent-sur-Marne. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Nogent.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Sicle, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mardis à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beaujour, de 12 à 14 heures et après 18 heures.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Pre-Saint-Gervais-Pantin. — Jeudi 18 février, à 21 h. 49, rue de la Cristallerie. Ordre du jour très important. Présence de tous indispensable.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libéraire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Sainte-Geneviève-des-Bois. — Le « Libéraire » est en vente chez Couyères, libraire, 77, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Stains. — Tous les mardis à 20 h. 30, au café Fredo, boulevard Maxime-Gorki.

Suresnes. — Pour tout ce qui concerne le groupe, écrire, à Coche Louis, 61, rue de Verdun.

Vaujours, Vert-Galant, Villepinte, Tremblay-Les-Gonnesse, Villeparisis. — Tous les lecteurs et sympathisants sont avisés de la constitution d'un groupe libéraire. S'adresser à la permanence, Tabac Dumel, 24, avenue de la Gare, Vert-Galant, tous les dimanches, de 11 h. à 12 heures.

Versailles et environs. — Tous les vendredis à 9 h. 30, rue de la Paroisse, café de la Grande-Fontaine.

Virolay et Saint-Cyr. — Les camarades désireux de former un groupe dans ces localités sont priés de se mettre en relation avec le groupe de Versailles, café de la Grande Fontaine, 63, rue de la Paroisse, à Versailles.

dit et redit que la solidarité la plus étroite, pas seulement sentimentale mais matérielle, effective et concrète, lie indissolublement votre sort à celui des travailleurs d'Espagne ? Avez-vous compris cette vérité ? N'avez-vous pas encore acquis la conviction que leur défaite serait votre défaite et que leur victoire sera votre victoire ?

Prolétaires, qu'attendez-vous pour voler à leur secours ?

Etes-vous devenus muets et sourds, aveugles et impotents, sans intelligence et sans cœur ?

N'avez-vous pas honte de votre inaction faite d'indifférence et de lâcheté ?

TRAVAILLEURS, A L'ACTION !

SEBASTIEN FAURE.

Travailleurs de France, vous n'avez pas

Commission administrative. — Réunion lundi 22 février, à 20 h. 30.

C. I. de la Fédération. — Réunion samedi 27 février, à 20 h. 30, local du « Libéraire ». Tous les groupes devront être représentés.

III^e et IV^e Art. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, rue des Archives.

V^e et VI^e art. — Attention, les camarades des V^e, VI^e et XIII^e sont avisés que le groupe du V^e arrondissement tient une bibliothèque tous les dimanches matin, où ils pourront acheter foudrards, brochures, insignes, au café de la Place du marché Mouffetard au 2, rue Broca.

IX^e arr. — Tous les lundis à 21 heures, café Saint-Georges, 30, rue de Châteaudun.

XI^e et XII^e. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, 170, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

XV^e arr. — Vendredi 19 février, à 20 h. 30, salle du Tango, 86, avenue Emile-Zola, meeting pour l'Espagne.

XVI^e. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins, Boulogne-Billancourt.

XVII^e arr. Saint-Ouen. — Jeudi 18 février, café, 170, av. de Clichy. Réunion réservée aux adhérents.

XVIII^e arr. — Réunion vendredi 19 février et ensuite tous les mercredis à 20 h. 30, au bar P.T.T., 49, rue Duhesme.

XIX^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 169, rue Crimée, Jeudi 25 février, causerie par le Groupe d'Autreuil : L'Autorité et la propriété individuelle.

XX^e arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle Lejeune, 1^{er} étage, 67, rue de Ménilmontant.

Argenteuil. — Samedi 20, à 20 h. 30, Maison du Peuple.

Bagneux. — Tous les lundis soir, à 20 h. 30, avenue Aristide-Brion, café Véron.

Bagnolet. — Tous les vendredis à 8 h. 30, salle Geyer, 43, rue Hoche. Les copains des Lilas qui veulent monter leur groupe peuvent se mêler en rapport avec nous.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libéraire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Champigny. — Tous les derniers samedis de chaque mois chez Mme veuve François, place du Marché, à 20 h. 30. « Le Libéraire » est en vente à la Librairie Gagnière à côté de la mairie.

Clichy-Asnières. — Dimanche 21 février, à 9 h. 30, 92, rue de Paris, à Clichy.

Colombes. — Tous les jeudis au bar Colombia, 56, rue Saint-Denis.

Clamart. — Le « Libéraire » est en vente au Café Goubert, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Chelles. — Les camarades désirant adhérer au groupe sont invités à s'adresser à Bernier, 12, quai Auguste-Prevost.

Courbevoie La Garenne. — Vendredi 26 février, à 20 h. 30, présidence de tous les camarades pour la réunion publique, 7, avenue Marceau, à Courbevoie.

Groupe Inter-Communal, Bantieu-Sud. — Lundi 22 février, à 8 h. 30, chez Maxim, 51, rue Fri-leuse, à Gentilly.

Drancy. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois salle Passebon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les lundis soir à 21 heures, 125, rue de la Gare (au fond de la cour à droite).

Gagny. — Les camarades désireux de fonder un groupe libéraire dans la région peuvent s'adresser à Boyer, au « Lib » 10, rue de la République, à Gagny. Cet appel ne concerne pas les vétérétaires et les curieux.

Gennevilliers. — Vendredi 19 février, à 20 heures 30, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Formation du groupe samedi 20 h. 30, café Nauche, 69, rue Marius-Aufan.

Livry-Gargan. — Vendredi 12, à 21 heures, au siège, 44, avenue Montgolfier, gare de Gargan.

Malakoff, Vanves, Châtillon. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Norbonne. — Tous les vendredis au bar Arthur, boulevard Voltaire.

Nogent-sur-Marne. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Nogent.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Sicle, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mardis à 20 h. 30, au local habituel.

Pontoise. — Réunion tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser au 14, rue Beaujour, de 12 à 14 heures et après 18 heures.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Pre-Saint-Gervais-Pantin. — Jeudi 18 février, à 21 h. 49, rue de la Cristallerie. Ordre du jour très important. Présence de tous indispensable.

**L'offensive patronale
ne sera brisée que par
l'action directe
des travailleurs.**

**L'expérience des grèves
de juin doit être dans
la pensée de tous les
ouvriers.**

**L'arbitrage obligatoire
est la négation du droit
naturel de l'ouvrier**

Notre camarade Biso, qui a soutenu avec vaillance devant un Congrès presque entièrement dominé par les manœuvres communistes la thèse de la lutte autonome du prolétariat a résumé pour le Libéraire l'argumentation qu'il a développée contre l'arbitrage obligatoire et en faveur du contrat collectif.

Le contrat collectif pouvait être la vraie victoire de ce mouvement de juin, que l'Unité, certes, avait permis, que le gouvernement de Front populaire a subi et qui était la véritable expression de libre sens syndical, d'action directe ne se réclamant d'aucun planisme mais du seul cahier des revendications immédiates.

Nous avions posé à la conférence d'information des Conseils syndicaux où le secrétaire confédéral rendit compte de la portée des accords Matignon, trois questions restées alors sans réponse. Elles visaient toutes trois le contrat collectif. Une de ces réponses est venue depuis : l'adhésion de la C. G. T. à l'échelle mobile des salaires.

Nous avions montré tout ce que le relèvement général des salaires avait d'illusoire s'il n'était pas garanti aux contrats collectifs par la clause d'adaptation automatique au coût de la vie : les indices.

Nous réclamions :
1° L'échelle mobile ;
2° Un salaire minimum vital par région et par catégorie professionnelle. Car si la base du salaire ne correspond pas au minimum vital par un tel humain, l'échelle mobile ne traduit que les variations des indices ne modifie pas la faculté d'achat initiale. Un salaire misérable demeure misérable, même multiplié par cent, si le coût des choses a centuplé ;
3° La généralisation des tarifs syndicaux par catégorie professionnelle et par région avec sa conséquence, l'unification des prix industriels.

Ces trois notions inscrites au contrat collectif en feraient un instrument de transformation sociale totale, car elles tendent à élever toute la société française sur le plan supérieur de la satisfaction des besoins collectifs, des intérêts généraux, en réduisant au strict minimum la marge du profit.

C'est un dilemme.
Ou dépasser massivement la hausse des salaires et courir par là à la montée astronomique du coût de la vie, et c'est l'effondrement même de tout le système capitaliste.

Ou accorder que le progrès technique a pour destin d'alléger la peine de l'homme et que l'abondance en décaissant doit trouver des fautes d'achat toujours accrues, d'où la nécessité de la réduction audacieuse du temps de travail et de production pour de plus hauts salaires.

La société qui a fait la Révolution de la Déclaration des Droits de l'homme, de la liberté politique, sera-t-elle capable d'adapter l'économie retardataire aux progrès de la science dans ses applications techniques, de supporter la libération des travailleurs, de faire la révolution de la liberté économique ?

Une terrible angoisse nous étreint à la pensée que l'égoïsme obstiné à garder ses avantages : la marge du gros profit tiré jusqu'ici de l'exploitation de l'homme par l'homme, pourrait incliner le capitalisme à rechercher les moyens de retrouver l'ère des profits par une destruction massive des richesses et, conséquemment, de vies humaines : la guerre !

D'où quelle violence, le doute ne sera pas permis, que c'est lui qui l'aura déclenchée.

L'opposition irréductible à toute guerre est le devoir le plus sacré pour l'être humain qui aime sa famille, ses amis, sa culture, l'idéal de fraternité humaine et cette civilisation héritée de siècles douloureux dont le champ pacifique s'offre si vaste à l'esprit humain !

Le contrat collectif possédait ces virtualités pacifiques.

Qu'avait-on besoin de l'arbitrage obligatoire ? Nous entendons bien qu'il a calmé les inquiétudes des gens d'en face.

La neutralisation même des usines leur plaît mieux, cette neutralisation dont certains d'entre eux pourtant ont dit qu'elle les brimait plus encore que les occupations d'usines.

Le respect de la propriété concernant les occupations d'usines est un argument qui ne peut troubler le monde ouvrier.

Qu'était donc la propriété quand la Révolution française en a proclamé le principe ? Un droit (user et abuser) de jouissance personnelle, s'attachant à la personne.

Il n'est pas question d'un pouvoir de droit divin qui est devenu le préjugé du grand patronat à l'avenement de la grande industrie et des sociétés anonymes — et moins encore d'une délégation de ce pouvoir à un intermédiaire, l'administrateur de sociétés.

Les ouvriers ont tellement le sentiment que l'usine leur appartient — pour toute la part du potentiel de la production des richesses qu'ils représentent — qu'ils ont grisé, soigné, sauvegardé leurs machines, leurs outils, leur gagne-pain.

Et devant cette notion qu'ils ont de la légitimité de leur part de propriété, l'expulsion qu'impose la loi leur apparaît une atteinte comme à un droit naturel.

L'occupation des usines est la simple consécration et la forme moderne et la plus efficace du droit de grève.

C'est ce droit qui vient de réduire jusqu'à l'annihilation l'arbitrage obligatoire, comme il vient de vider de ses virtualités le contrat collectif.

Un secrétaire de l'Union a pu dire au Congrès que l'arbitrage obligatoire avait une vertu de regroupement et en conséquence d'accroissement des forces ouvrières.

Cette vertu de regroupement, elle est seule et tout entière dans le contrat collectif qui généralise les salaires, unifie par là les prix de l'industrie et met un terme à la course du dénivellement des prix de revient, c'est-à-dire à l'effondrement des salaires.

L'échelle mobile que certains voulaient montrer comme amoissant la combativité ouvrière et qui a permis, dans les rares industries où elle est appliquée, toutes les revendications de revalorisation des salaires de base en même temps que l'ajustement au coût de la vie — est

UN PROBLÈME QUI DOIT ÊTRE RÉSOLU

La garantie du salaire

Devant la montée vertigineuse des prix qui vient anéantir les augmentations obtenues en juin, se pose à nouveau un problème que l'on ne doit plus permettre d'écarter : celui de la garantie du salaire, comparativement aux fluctuations du coût de la vie.

Chacun sait que ces fluctuations ont des sources plus ou moins suspectes et que les agitateurs de la finance et du commerce n'y sont pas absolument étrangers. C'est pourquoi, au moment des accords Matignon sur les rajustements des salaires, nous avions réclamé, comme complément indispensable pour garantir le pouvoir d'achat ouvrier, l'application généralisée de l'échelle mobile.

A cette époque où l'offensive ouvrière battait son plein, il eût été facile d'obtenir cette revendication ; cependant, d'après nos dirigeants ouvriers, « tout n'était pas possible ». C'est à l'aide de cette formule que l'on torpilla l'échelle mobile... et le reste.

Cette situation empirique devait faciliter les manœuvres du patronat spéculant sur la dévaluation pour reconquérir le terrain perdu. C'est alors que les dirigeants ouvriers posèrent à leur tour (O ! combien timidement), la revendication de l'échelle mobile. Cette fois, ce furent les politiciens affairistes de la Chambre et du Sénat qui se chargèrent de l'avortement de cette disposition décidément indésirable.

Si bien qu'aujourd'hui prolo se retrouve la victime expiatoire d'une situation qu'il a contribué à créer par sa carence et sa crédulité.

Pourtant, dans certaines branches importantes de l'industrie et du commerce, des procédures de conciliation et d'arbitrage avaient été demandées par les organisations ouvrières pour

obtenir le rajustement des salaires. En novembre, le syndicat des métallurgistes de la Seine, se basant sur les indices officiels qui indiquaient une hausse des prix de 14 %, avait notamment revendiqué un rajustement des salaires de 15 %. Avec toute la rapidité que comporte pareille procédure (durant laquelle délégués ouvriers et patronaux, arbitres, surarbitres, doivent donner leur avis) le dernier de ces messieurs, après trois mois de pourparlers, vient de rendre sa sentence (qui est sans appel), en accordant en tout et pour tout 8,5 % aux ouvriers avec effet rétroactif du 18 janvier.

Ainsi, non content de frustrer les ouvriers de près de la moitié du rajustement demandé, l'arbitre gouvernemental, professeur de son état, leur escroque encore deux mois de ce sursalaire au profit des patrons. Qu'on nous parle après cela des bienfaits de l'arbitrage.

Imperturbables, les dirigeants du syndicat des métaux de la Seine ont engagé une nouvelle procédure pour un rajustement de 10 % : car, n'est-ce pas, durant le temps écoulé pour le précédent arbitrage, les manœuvres spéculatives des fauteurs de vie chère n'ont fait que se développer devant l'inertie gouvernementale. Attendons donc quelques mois pour connaître le résultat de ces pourparlers dont les travailleurs continueront à faire les frais. On appelle cela « engager la bataille avec le minimum de sacrifices ».

Quoi qu'il en soit, les magnats de l'industrie et de la mercant, eux, ne s'embarrassent pas de subtilités. Liés par les conventions collectives ils acceptent les décisions de l'arbitre concernant les salaires qui, rappelons-le, n'entrent que

pour environ 30 % dans le prix de revient, mais s'empressent d'augmenter du double le prix des produits. Voici des cas précis : Renault annonce une nouvelle augmentation de 15 0/0 ; par le même moyen le syndicat des maîtres imprimeurs, ayant dû consentir un relèvement de salaire de 10 %, annonce une augmentation de 20 % ; les blanchisseries au détail appliquent 50 % d'augmentation ; dans le textile c'est pire encore : une pelote de ficelle, vendue il y a un mois 13 fr. 50, coûte aujourd'hui 27,75. Le reste à l'avenant. Dans l'alimentation, l'indice sûr des ménagères vient confirmer au travailleur que cette tactique n'a d'autre but que celui de lui enlever comme consommateur ce qu'il a pu arracher en tant que salarié.

En réponse à cette nouvelle offensive contre laquelle menacent à nouveau de se dresser les travailleurs, le gouvernement de Front Populaire multiplie les promesses de sanctions contre les spéculateurs. Blum avec la complicité des responsables syndicaux prêche la patience aux gars du bâtiment et aux fonctionnaires au lieu de toucher au capital.

Devant les faillites répétées du gouvernement dans ce domaine, la classe ouvrière, qui a su imposer les quarante heures et les congés payés, doit exiger des garanties efficaces pour conserver sa capacité d'achat. Si les organismes officiels révèlent leur carence pour enrayer les agissements capitalistes, c'est aux syndicats, à leurs sections d'entreprises d'appliquer un contrôle ouvrier efficace pour mettre à nu les vices fondamentaux du régime qui ne succombera que par leur action directe et vigilante.

N. FAUCIER.

Dans les boîtes et sur les chantiers

AUX COMPTES DE MONTRouGE

Le 9 dernier il était décidé entre secrétaires syndicaux et délégués d'ateliers qu'une assemblée générale de l'usine était nécessaire pour prendre l'avis des ouvriers et ouvrières au sujet des 8,5 % accordés si généralement par le super-arbitre. Cette réunion eut lieu en présence d'une nombreuse assistance, ce qui prouve l'intérêt porté par les ouvriers aux rajustements de leurs salaires. Tous votèrent unanimement le maintien des 15 %. Munis de ce mandat impératif, les responsables de section s'en furent à l'assemblée de la Grange-aux-Belles où ils votèrent malgré cela les 8,5 %, on s'y attendait un peu. L'accueil des ouvriers vis-à-vis de leurs secrétaires fut, on s'en doute, un peu froid, aussi, ces Messieurs, à grand renfort de réunion d'information ou de déformation cherchèrent à reprendre le terrain perdu. Ils réussirent par des explications vagues où il entraient du front populaire, de la discipline syndicale et autres bourdes de ce genre à faire accepter aux ouvriers la purge. Voilà où nous mène l'arbitrage obligatoire, arme souveraine des politiciens et autres staliniens qui s'en servent pour briser la combativité des ouvriers. L'occasion est belle et aurait une fin beaucoup plus utile que précédemment, car les 15 % nous sont nécessaires pour vivre. Nous, anarchistes, nous voulons une C. G. T. forte et révolutionnaire au service des ouvriers et non de la politique ; des paroles, on s'en fout ; des actes, c'est ce que nous voulons. Régissez, camarades, avec nous pour faire échouer aux staliniens qui se sont emparés de notre section syndicale et qui s'intéressent plus à la politique qu'aux besoins des ouvriers. Conservez vos cartes qui vous confèrent le droit de discussion au sein des réunions syndicales, car abandonner la C. G. T. en ce moment serait la vouer à une chute rapide. Au contraire, pour la débarrasser de toute la politique qui l'entraine, groupons-nous et luttons contre tout ce qui est une entrave à notre liberté pour des salaires meilleurs et contre l'arbitrage obligatoire qui nous étrangle.

Pour le groupe anarchiste : Gambier.

DANS LA CHAUSSEURE

Chez Elestern, place Vendôme

Dans cette boîte, qui est une des premières de Paris, pour la chaussure de luxe, le patron en prend, depuis quelque temps, plus qu'à son aise avec ses exploités, pour la plupart étrangers.

Tout dernièrement il a voulu renvoyer quatre ouvriers sous le fallacieux prétexte de manque de travail. Les ouvriers congédiés s'en furent exposer l'affaire au syndicat qui leur conseilla — après une démarche infructueuse puisque le délégué ne fut pas reçu — de « s'arranger » avec le patron.

L'arrangement fut le suivant : les quatre ouvriers furent repris sous la condition de ne jamais plus faire grève et de s'en remettre aux conditions de travail fixées par le patron. Nous nous étonnons que le patron ait pu accepter cela, mais nous ne pouvons que constater que le contrat collectif est presque partout violé. Il faut dire qu'une part de responsabilité revient aux dirigeants syndicaux qui ne savent plus que conseiller — devant un patronat d'autant plus tyrannique qu'il sent s'éloigner le péril — la patience, les accommodements.

Si les ouvriers de la chaussure ne veulent pas nous s'aggraver encore la situation, il est urgent qu'ils en reviennent aux moyens d'action directe qui leur ont si bien réussi.

A L'ASSOCIATION DES OUVRIERS DE PRECISION

Constitution d'un groupe d'usine

Il est temps que ceux qui veulent lutter pour l'indépendance du syndicalisme contre certains méthodes réformistes et autres, contre une C. G. T. à la remorque d'un gouvernement, contre le fascisme et la dictature de gauche ou de

droite, pour barrer la route au militarisme et pour que les syndicats ne soient pas à la merci d'experts plus ou moins véreux, pour juger de leurs revendications, pour lutter contre l'arbitrage obligatoire, et revenir au syndicalisme de lutte de classes et pour la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, que ceux qui sympathisent viennent à nos réunions.

Pour le groupe : Bachmann.

CHEZ GNOME ET RHONE

Unir — Unir — Unir

Tels sont les mots d'ordre que l'on nous donne à la porte de chez Gnome et Rhone. Il fallait voir l'ambiance de l'assemblée générale du 13, à la Grange-aux-Belles.

On voyait les nacos déchainés après les copains qui ne pensent pas à « l'emporte-pièce », à promettre du manifeste lutte de classes.

Le tenor du Syndicat des Métaux s'en est donné à cœur joie, les moutons de Panurge étaient là, ils buvaient ses paroles, à tel point que des pauvres types se vantaient de mettre un des signaux de ce manifeste à la porte, le lundi suivant.

Evidemment, il est plus facile et moins dangereux de mettre à la porte un copain syndicaliste qui a fait ses preuves, mais qui ne pense pas comme eux, que de lutter contre le patron.

— Le Groupe.

ETABLISSEMENTS J.-J. CARNAUD (BILLANCOURT ET BASSE-INDRE)

Les camarades anarchistes des usines J.-J. Carnaud de Basse-Indre voudraient correspondre au sujet des conditions de travail avec les camarades des usines J.-J. Carnaud à Billancourt.

Ecrire au « Libéraire » qui transmettra.

DANS LES SYNDICATS

Les militants que nous avons prévenus s'aperçurent qu'on avait sans aucun doute manœuvré pour leur voler la direction du Syndicat.

Les élections furent arrêtées par le Conseil du 8 janvier, en accord avec le camarade Racamond qui ne put nier qu'il y avait eu manœuvre.

L'honnêteté dans les opérations de vote, ces gens-là s'en moquent, pour eux il n'y a que le résultat qui compte.

L'intérêt des ouvriers boulangers, ils s'en fichent, pourvu qu'ils règnent même sur des ruines et qu'ils servent leur Parti.

Cabanis l'a assez répété au cours de réunions de Comités généraux auxquels nous assistions. Il disait : « On me reproche quelquefois d'être communiste, je tiens à dire ici que j'en suis fier, et que mon Parti je le mets au-dessus de tout ».

C'est son droit mais les ouvriers boulangers ne permettront pas que leur syndicat en soit dupe.

Les ouvriers boulangers sont prévenus. Les communistes veulent par l'intermédiaire de leurs hommes s'emparer à tout prix de leur syndicat.

Ils ne reculeront devant aucun moyen pour y parvenir, même la calomnie, tout sera bon pour éliminer les non-conformistes, qu'ils soient syndicalistes, socialistes ou libéraux.

Mais à notre tour, nous prévenons ces éternels diviseurs que la parole pour eux n'est pas gagnée. Et si l'on ne doit y avoir qu'un seul syndicat ou ils n'auront pas la mainmise, ce sera le nôtre, car les boulangers ne se soumettront jamais au mot d'ordre donné : « Place aux communistes ! »

Michaut et Mathet.

Nouvelles escroqueries

L'escroquerie est le trait caractéristique du Gouvernement de Front populaire. Tel il avait commencé son règne et tel il le poursuit en multipliant les promesses non réalisées, les subtilités explicatives, la surenchère pour l'avenir. Ce qui est plus étonnant c'est de voir combien le prolétariat est lent à ouvrir les yeux, combien il est encore disposé à passer la tête dans le loup. Il est vrai que précisément la force du Front populaire consiste à empoisonner par le venin des faux serments jusqu'à la conscience ouvrière même, celle-ci ne peut malgré tout concevoir tout le cynisme des fonctionnaires syndicaux acceptant les plus infâmes maquignonnages.

Au cours des dernières semaines tour à tour fonctionnaires, bâtiment, métallurgistes et mineurs se sont laissés stériliser leurs velléités d'arracher des salaires meilleurs.

Les déclarations des leaders syndicaux dans les mines, arguant d'une demande de Léon Blum plémurichant sur l'intérêt national, avaient amené l'acceptation par les syndicats miniers d'heures supplémentaires en souterain, c'est-à-dire dans les conditions de travail les plus cruelles et les plus meurtrières. La contrepartie était la promesse patronale d'augmenter les salaires.

Or précisément, un des bonzes qui avait servi de démarcheur patronal dans le traquenard tendu aux mineurs vient de découvrir le pot aux roses ; Duguet parlant au nom des « hiérarchies » syndicales supérieures est forcé de reconnaître que les directions des mines se refusent à accepter et cela par listes entières des chômeurs ayant un stage de travail au fond variant de 3 à 14 ans. Quant au salaire il est question de jeter aux mineurs 5 % de moins à ronger ; cela pendant que le ministre Spinasse avoue 11 5 % de renchérissement dès décembre et les ménagères savent si depuis le Front populaire a su faire danser le sac aux provisions.

A peu près le même cynisme dans l'escroquerie faite aux métallurgistes parisiens. Que de meetings, que de trémoles dans la voix pour annoncer les luttes imminentes pour le rajustement des salaires en faisant sonner bien haut le chiffre des 15 % présenté comme l'extrême limite des concessions pouvant être faites en cette matière. Ah oui ! attendez donc le célèbre prestidigitateur, les limbauds, les Quallid, allez se charger au cours d'un magnifique super-arbitrage de faire disparaître la moitié des revendications ouvrières dans ses manches ; les métallurgistes n'auront que 8,5 % et en les délavant sur plusieurs pages consécutives, Léon Blum gravement tenait le paravent dissimulant cette opération jusqu'à ce que les Fratellini du syndicalisme ; les limbauds, les Quallid, aient des Costes aient le temps d'accourir pour détourner par leurs cabrioles l'attention des prolétaires suivant de leurs yeux écarquillés les quelques sous promis. Le truc ne fut pas compliqué : au lieu de l'ensemble des délégués syndicaux, seuls les secrétaires furent admis à délibérer sur l'acceptation de l'arbitrage.

Puis les témoins du boniment se rendirent aux usines pour établir qui oserait donc voter contre une nouvelle augmentation de 10 % celle là absolument garantie par un nouvel super-arbitrage et cela, mais absolument certainement à partir du 1er mars. Ainsi de décembre en février et de février en mars. Et si cette histoire nous amuse nous allons la recommencer.

Nous allons la recommencer chez les bâtimentaux en changeant à peine quelques comparses. Là encore meetings au vélodrome d'hiver, annonçant les levées formidables ; en attendant les démonstrations se bornaient à se laver les mains 5 minutes avant l'heure pour être frais et pimpants en écoutant le « terrible » Arrachard. Ensuite vint le clou du spectacle : l'apôtre Blum d'aligner descendre sur un chantier et approcher ces bâtimentaux sur les lieux du travail même ; il s'agissait de leur demander de travailler samedis, dimanche, voire passer les nuits, tout cela sous le signe de la semaine des 40 heures triomphante. Mais pour parler des majorations dues en compensation de cette fatigue supplémentaire la voix de Blum se faisait chevrotante et supplait de ne pas trop exiger.

De faibles douzaines d'égorgées dans ce micro : l'orgueil de l'Etat, le triomphe de l'art et de la technique, jusqu'au 1er mai, fête du travail, utilisée pour que la bourgeoisie puisse faire la foire à la date fixée. Et que de promesses de promesses : après l'Exposition ce que vous allez, bâtimentaux, en avoir des travaux publics ; puis calmez-vous, puisque Léon Blum vous a dit aucun patron, hors de l'Exposition, ne touchera aux 40 heures. Voilà ce qu'Arrachard a arraché.

Ah non, pardon, il y a encore naturellement, un petit super-arbitrage promis ! A qui le tour de faire le personnage intègre ? Va-on aller rechercher le Roucheron-Mazeras, l'ami personnel de Blum, vous savez celui qui enveloppa si bien les copains de l'alimentation ? Ou bien est-ce encore Quallid, le professeur en escamotage, qui va sévir ?

Il y en a de la besogne pour les Groupes Anarchistes d'Usine avant que tous les crânes bourrés par le Front populaire ne se remettent à réfléchir. Et pour cela commence à rouspéter dur dans certains coins. A nous, anarchistes, d'y être présents et puis des présents actifs.

N. LENOIR.

UN APPEL A LA LIGUE SYNDICALISTE POUR DEFENDRE L'INDEPENDANCE DES SYNDICATS

Devant les résultats du Congrès de l'Union des Syndicats de la région parisienne, un certain nombre de militants des organisations ouvrières ont décidé de faire revivre la LIGUE SYNDICALISTE, organisation se donnant pour tâche de défendre l'indépendance des Syndicats à l'égard de tous les partis et de tous les gouvernements.

A l'heure où une mainmise extérieure se réalise sur l'Union des Syndicats de la région parisienne, la LIGUE SYNDICALISTE organise le rassemblement de tous les militants conscients du danger.

Pour tous renseignements, écrire à la LIGUE SYNDICALISTE, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10°).